PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME
Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de presse du 15 juin 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant **l'icône** **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Visite officielle – Ministre de l'Économie

- Que vient faire le ministre de l'Économie au Havre lundi 15 juin 2026 ? - Paris Normandie
- Pourquoi Roland Lescure, ministre de l'Économie, se rend au Havre ce lundi ? – 76 actu

Visite officielle – Ministre de l'Agriculture

- Pourquoi la Normandie doit produire plus de poulets, d'œufs, de bovins et de lait dans les années à venir - Paris Normandie
- Pays de Caux. La ministre de l'Agriculture Annie Genevard visite l'exploitation de la famille Puech d'Alissac – Tendance Ouest

Visite officielle – Ministre de la Transition écologique

- Pointe de Caux. Des déchets à traiter par centaines de milliers de mètre cubes - le chantier de la décharge de Dollemard a démarré – Le courrier cauchois
- 450 000 mètres cubes de déchets - comment va se dérouler le gigantesque chantier de la décharge de Dollemard au Havre ? – 76 actu

Sécurité

- INFO ICI - Un policier de Rouen mis en examen pour corruption, soupçonné d'avoir vendu des fichiers confidentiels – ICI
- Violences sexuelles dans le périscolaire à Sotteville-lès-Rouen - un animateur suspendu - Paris Normandie
- Un animateur d'un centre de loisirs de Sotteville-lès-Rouen soupçonné de violences sexuelles sur une enfant – BFM TV
- Accident à Rouen - dix personnes impliquées dont trois en fuite – France 3
- Les fuyards toujours dans la nature après l'accident qui a fait sept blessés avenue du Mont-Riboudet à Rouen – 76 actu
- Vidéo. Avec le Raid Aventure, la police à la rencontre des jeunes dans plusieurs quartiers de Rouen – 76 actu
- Dans trois quartiers de Rouen, des policiers passent par la prévention pour renouer le dialogue avec les jeunes – ICI

Social et société

- Affaire Lyhanna. Nous Toutes Dieppe appelle à se rassembler tous les lundis à 19 h devant le tribunal - Paris Normandie
- Florence Hérouin-Léautey, députée PS de Seine-Maritime, appelle les « hommes à venir se rassembler devant les tribunaux » - ICI
- Fin de l'appel à témoins à Rouen - Bryana, jeune fille de 16 ans retrouvée saine et sauve - ICI

Économie et vie des entreprises

- Qui seront les futurs employés de la « base arrière » d'Eiffage inaugurée près de la gare de Dieppe ? - Paris Normandie
- Port de Rouen. Niveau de la Seine : pourquoi Haropa fait-il appel à Météo France ? – Tendance Ouest
- Rouen - SysFarm poursuit son développement agricole - La Gazette France

Collectivités locales et équipements publics

- « Ce système est pire que la prison » - mobilisation à Rouen contre le CRA de Oissel - Paris Normandie
- « Ce qu'on espère, c'est la fermeture du CRA d'Oissel » - une marche organisée pour dénoncer les conditions de rétention et la construction d'un nouveau centre en Seine-Maritime - France 3
- Il faudrait actuellement 50 ans à Terroir-de-Caux pour rembourser sa dette selon la chambre régionale des comptes – 76 actu
- Fécamp Caux Littoral Agglomération. Ce qu'il faut retenir du dernier conseil communautaire – Le courrier cauchois
- « C'est grave de ne pas voir la portée symbolique » - un livre en bois brûlé lors de la Saint-Jean fait polémique – France 3

400 ans de la Marine nationale

- « Se rendre compte de la vocation maritime de notre pays » : la Marine Nationale fête ses 400 ans à Rouen - ICI
- Sur le port de Rouen pour ses 400 ans, la Marine nationale recrute - Paris Normandie

Santé

- Hantavirus - après une quarantaine au CHU de Rouen, le cas contact est sorti - Paris Normandie
- Fécamp Caux Littoral. Accès aux soins, prévention, santé mentale - les premières actions concrètes du contrat local de santé – le courrier cauchois
- La première maison de naissance en Normandie va ouvrir à Mont-Saint-Aignan près de Rouen – ICI

Éolien

- Où en est le projet de renouvellement de quatre éoliennes entre Criel-sur-Mer et Saint-Martin-le-Gaillard ? – 76 actu

Éducation

- Rouen - CRAF2S accélère la formation aux métiers du sport et vise 60 étudiants dès 2026 - La Gazette France

paris-normandie.fr

Que vient faire le ministre de l'Économie au Havre lundi 15 juin 2026 ?

Anthony Quindroit

~2 minutes

Quelques semaines après avoir été mise sous le feu des projecteurs en raison d'une grève d'une partie du personnel, sur fond de problèmes de paie et de *« pression managériale »*, l'usine Siemens Gamesa au Havre revient dans l'actualité pour un sujet plus valorisant : lundi 15 juin 2026, le ministre de l'Économie Roland Lescure vient inaugurer l'extension de l'usine.

Le gouvernement vient ainsi saluer un investissement de 200 millions d'euros, acté en février 2025, et qui s'inscrit dans une logique de déploiement de l'électricité décarbonée en France.

Doubler la capacité de production d'éoliennes

L'usine havraise produit, dans cet agrandissement de 13 000 m², des pales XXL (jusqu'à 115 mètres !) pour les champs d'éoliennes implantés ou en voie de l'être dans la Manche (au large de Fécamp notamment) et dans l'Atlantique. Ces pales sont destinés à des turbines de 15 mégawatts.

L'investissement industriel au Havre s'inscrit dans le plan d'électrification annoncé par le Premier ministre, qui vise à doubler la capacité de production d'éoliennes en mer d'ici 2030 et à atteindre la neutralité carbone en 2050.

actu.fr

Pourquoi Roland Lescure, ministre de l'Économie, se rend au Havre ce lundi

Eloïse Aubé

~3 minutes

Roland Lescure, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, se rendra au Havre lundi 15 juin 2026 en fin d'après-midi. Détails.

Sur le même thème

Port du Havre

Travaux



Roland Lescure, ministre de l'Économie, est attendu au Havre lundi 15 juin pour inaugurer l'extension de l'usine Siemens Gamesa. (©CF/ L'Action L'Écho/Archives)

Par Eloïse Aubé Publié le 15 juin 2026 à 7h00

Un ministre, puis un autre. Après la visite du ministre du Travail Jean-Pierre Farandou lundi 8 juin 2026 au sein de l'entreprise Fouré-Lagadec, c'est au tour du ministre de l'Économie **Roland Lescure** de faire escale au Havre ce lundi 15 juin.

Au programme : l'inauguration du chantier de **l'extension de l'usine Siemens Gamesa,** en fin d'après-midi.

Plus d'emplois et plus de surfaces

En 2025, le ministre de l'Industrie Marc Ferracci avait posé la première pierre de ce vaste chantier qui avait permis, entre autres, la création de 200 emplois direct et indirect supplémentaires. Aussi, **d'étendre l'usine sur plus de 13 000 mètres carrés**. Coût total de cet investissement : 200 millions d'euros.

« Cet investissement industriel s'inscrit dans le plan d'électrification annoncé par le Premier ministre, qui vise à doubler la capacité de production d'éoliennes en mer d'ici 2030 et à atteindre la neutralité carbone en 2050 », a indiqué le ministère par voie de communiqué.

Le chantier de Siemens Gamesa c'est quoi ?

En 2022, l'usine Siemens Gamesa a été inaugurée au Havre et représente aujourd'hui le plus grand projet industriel réalisé en France dans les énergies renouvelables. Elle produisait jusqu'à présent des pales pour les éoliennes dont la taille grimpait à 81 mètres. Cette extension pourra permettre de construire des pales plus grandes allant jusqu'à 115 mètres. A noter que cette production est utilisée sur les sites off-shore de Fécamp, Courseulles-sur-Mer, Saint-Brieuc, Yeu-Noirmoutier et Dieppe-Le Tréport.

Suivez l'actualité du Havre sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

Pourquoi la Normandie doit produire plus de poulets, d’œufs, de bovins et de lait dans les années à venir

Elisa Duval
7–9 minutes

Annie Genevard, la ministre de l’Agriculture, s’est rendue vendredi 12 juin 2026 à Luneray, sur le site de l’entreprise Lunor, pour la restitution de la contribution normande aux Conférences de la souveraineté alimentaire, lancées en décembre dernier.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Elisa Duval

Publié: 13 Juin 2026 à 16h47 Temps de lecture: 1 min

Reconquérir la souveraineté alimentaire de la France. Tel est l’objectif des Conférences de la souveraineté alimentaire, lancées le 8 décembre 2025 par Annie Genevard, ministre de l’Agriculture, de l’Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire, conformément à la loi d’orientation agricole adoptée en mars 2025.

À l’échelle nationale, les premiers bilans ont été présentés au salon de l’agriculture, en février dernier. Il appartenait ensuite aux Régions d’élaborer leur contribution. En Normandie, la concertation a débuté le 26 mars 2026. Sa restitution a eu lieu vendredi 12 juin à l’usine Lunor, filiale de Nat’up, à Luneray, en présence du président de Région Hervé Morin, du préfet Jean-Benoît Albertini et de la ministre. « *Ce site est exemplaire en matière de souveraineté alimentaire* », a justifié Annie Genevard.

Annie Genevard, ministre de l’Agriculture, s’est rendue vendredi 12 juin sur le site de l’entreprise Lunor, à Luneray, pour la restitution de la contribution normande aux Conférences de la souveraineté alimentaire. - Paris Normandie/Elisa Duval

« Il faut se remettre à produire. Nous manquons de lait, de bovins, de poulets. »

Ludovic Spiers, Coordinateur national des Conférences

Si « *la Normandie est une région de production agricole, première dans de nombreux secteurs* », rappelle Jean-Benoît Albertini, « *nous sommes déficitaires. Il faut renforcer l’agriculture*

française », renchérit la ministre. Par exemple, « *80 % de la volaille consommée n'est pas produite en France. Nous avons une grande marge de progression* », déplore-t-elle.

Le coordinateur général des Conférences, Ludovic Spiers, regrette : « *Nous avons un peu perdu notre compétitivité ces derniers temps. Il faut se remettre à produire. Nous manquons de lait, de bovins, de poulets.* »

Des objectifs concrets pour la Normandie

Afin d'organiser le bilan, sept secteurs prioritaires ont été identifiés dans la Région : les grandes cultures, comme filière à diversifier, le porc, le lait et les légumes comme filière à maintenir et la volaille, la viande (bovine et ovine) ainsi que la pêche et l'aquaculture comme filière à développer.

Des objectifs chiffrés ont été fixés pour la Normandie : produire 9 % des poulets français contre 5 % aujourd'hui, 24 % des œufs contre 4 %, 50 % de la mytiliculture – l'élevage de moules – soit le double de la part actuelle, dans les 10 prochaines années. Et bien d'autres en termes d'ovins, de bovins, de pêche, de pisciculture, de porcs, de lait, de légumes, de cultures, de pommes de terre… « *Il faut produire davantage en Normandie* », assure Annie Genevard.

Les objectifs de contribution de la Normandie à la souveraineté alimentaire de la France à moyen terme. - Sources : Préfecture de la région Normandie, Région Normandie et Chambre d'agriculture Normandie

À titre d'exemple pour la filière volailles, cela représente en Normandie 19 nouveaux poulaillers du quotidien par an, 16 nouveaux poulaillers Label Rouge ou fermiers par an, et 13 nouveaux poulaillers de poules pondeuses par an.

Lunor, qui fête ses 70 ans le 13 juin et s'est lancé en 2025 dans la production de frites fraîches précuites, a profité de cette visite pour annoncer une modernisation et pérennisation, passant notamment par la construction, pour 50 millions d'euros, d'une nouvelle filière de plats cuisinés, à base de pommes de terre. Sa livraison est attendue pour avril 2027.

Conférence nationale prévue à l'automne

Pour atteindre cette souveraineté alimentaire, il faudra « *être aux côtés des agriculteurs, simplifier les démarches administratives et les délais, et garder la partie significative de la PAC* (la politique agricole commune à l'échelle européenne), *qui constitue un pilier de la souveraineté alimentaire, mais aussi chercher des financements en dehors de la PAC* », déclare Sébastien Windsor, président des Chambres d'agriculture de Normandie.

« *572 projets d'investissements sont en cours en Normandie, pour 781 millions d'euros* », rappelle Hervé Morin. Pour lui, « *l'agriculture est une entreprise, elle doit être performante et compétitive* ».

Hervé Morin, président de la Région, aux côtés d'Annie Genevard, sur le site de l'usine Lunor, à Luneray, à l'occasion de la restitution de la contribution normande aux Conférences de la souveraineté alimentaire, le 12 juin. - Paris Normandie/Elisa Duval

La conférence de restitution nationale est « *prévue à l'automne* », a annoncé la ministre de l'Agriculture. Elle doit permettre de présenter la stratégie nationale issue des travaux menés dans l'ensemble des régions françaises, ouvrant la voie à des probables financements.

Lire aussi

tendanceouest.com

Pays de Caux. La ministre de l'Agriculture Annie Genevard visite l'exploitation de la famille Puech d'Alissac

Justine Carrère

4–5 minutes

C'était une visite attendue. Vendredi 12 juin, Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire, s'est rendue au sein d'une exploitation agricole, celle de la famille Puech d'Alissac, à Pissy-Pôville près de Rouen. L'occasion pour les agriculteurs présents d'échanger avec elle et pour la ministre, de visiter cette exploitation seinomarine.

- **A lire aussi.** Manche. La ministre de l'Agriculture Annie Genevard rend visite aux producteurs de lait

"On a parlé élevage, de la Normandie et des problématiques comme les problèmes de qualité de l'eau"

Durant la visite, la ministre de l'Agriculture Annie Genevard a été sollicitée au sujet de nombreux sujets : les pylônes RTE proches des exploitations, le contournement est de Rouen au niveau de l'emprise foncière, etc. *"On a parlé élevage, de la Normandie et des problématiques comme les problèmes de qualité de l'eau, d'érosion, d'urbanisation, etc"*, explique Arnold Puech d'Alissac, agriculteur. *"L'EPR qui se construit à Dieppe avec des nouvelles lignes vont impacter les champs agricoles. On n'ira pas contre ces lignes mais il faut qu'elles soient correctement indemnisées. Il faudrait que les propriétaires des parcelles touchent de*

vraies indemnités."



Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, a visité toute l'exploitation des Puech d'Alissac vendredi 12 juin. - Justine Carrère

Où en est le projet de loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricole ?

La ministre a également fait un point d'étape sur le projet de loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricole. Le 2 juin dernier, l'Assemblée nationale a adopté ce projet de loi et dès le 29 juin, le Sénat devra examiner le texte. *"Ce projet est très important car il a été conçu avec les agriculteurs et pour eux"*, assure Annie Genevard. Il vise à répondre *"dans l'urgence, à des problèmes concrets comme les questions relatives à l'eau, au foncier agricole, les contrats d'avenir ou encore l'approvisionnement des cantines*, poursuit-elle. *J'ai voulu que dans cette loi, il n'y ait pas de grands principes mais des mesures qui apportent des solutions aux agriculteurs sur le terrain".*



Au sein de l'exploitation des Puech d'Alissac à Pissy-Pôville, des poules sont élevées. - Justine Carrère



L'exploitation des Puech d'Alissac à Pissy-Pôville accueille des vaches. - Justine Carrère

Découvrir une exploitation seinomarine polyvalente

L'exploitation visitée par Annie Genevard est une histoire de famille. Arnold Puech d'Alissac y est installé depuis 1992. Aujourd'hui, ses

enfants envisagent de suivre ses pas. *"Je suis quelqu'un de positif qui voit le bon côté des choses, je leur ai peut-être donné envie de continuer"*, confie-t-il. Selon Lucien Puech d'Alissac, l'un de ses fils, ce qui lui a donné envie de devenir agriculteur, c'est la passion. *"Depuis tout petit, on a baigné là-dedans. On est quatre frères et trois sont destinés à s'installer et à être agriculteurs. Moi j'ai 33 ans, Nicolas a 31 ans et Jean a 26 ans."* Dans cette exploitation, *"on est en polyculture élevage. On a des cultures qui servent à donner à manger à nos animaux et on fait aussi un peu de lin textile"*, précise-t-il. Parmi les animaux, on retrouve les vaches allaitantes (des charolaises pour la viande), des poulets de chair et des poules pondeuses. *"On a aussi un abattoir à la ferme et on fait de la vente directe"*, assure Lucien Puech d'Alissac.

Après sa visite à Pissy-Pôville, Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, s'est rendue à Luneray pour la restitution de la contribution normande aux Conférences de la souveraineté alimentaire.



Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, a rencontré les vaches de l'exploitation des Puech d'Alissac. - Justine Carrère



La famille Puech d'Alissac a pu parler de son exploitation avec fierté à la ministre de l'Agriculture. - Justine Carrère

lecourriercauchois.fr

Pointe de Caux. Des déchets à traiter par centaines de milliers de mètre cubes : le chantier de la décharge de Dollemard a démarré

Luc Gallais

6–8 minutes

C'est un chantier colossal pour réduire un scandale écologique. Ou comment traiter et évacuer plusieurs centaines de milliers de m^2 de déchets déversés depuis le haut des falaises de Dollemard. Des années 1950 jusqu'en 2000, année où un arrêté préfectoral a été pris pour mettre un terme à l'activité de ces décharges, exploitées principalement par des sociétés privées, ces dernières ont balancé une quantité immense de déchets issus de la filière du bâtiment.

Métaux, gravats, remblais, blocs de béton, ferrailles, plastiques... Tous ces déchets, exposés aux submersions marines, au gré des éboulements et des marées, s'accumulent en bordure de falaise. Et finissent par glisser, inexorablement, vers la mer. Entre 50 et 80m^3 de matériaux rejoignaient chaque année la mer. La tempête Eleanor de janvier 2018 avait servi d'électrochoc, faisant apparaître l'ampleur de cette plaie ouverte et de nombreux déchets visibles depuis les galets.

205 000m^3 de matériaux à traiter

Plusieurs années d'études ont été nécessaires avant le lancement des travaux. Après plusieurs mois d'installation, et depuis début mai, la première phase de ce chantier de nettoyage estimé à 37,3M€, qui intervient dans le cadre du Plan national de résorption des décharges

littorales, a démarré. Il s'agit de traiter un total de 205 000m^3 de matériaux sur une zone dite centrale, aux pieds des falaises sur 700 mètres de littoral. "*On est dans un environnement assez difficile, avec la topographie des lieux, sur un site classé Natura 2000 et Espace naturel sensible*, explique Claude Le Corre, directrice générale adjointe de la Ville du Havre et responsable du département proximité et développement durable. *Faire intervenir des ouvriers et des engins de terrassement en pied de falaise, réaliser une installation industrielle, limiter les flux logistiques et réduire les impacts environnementaux, préserver les 400 espèces végétales et animales, ce sont autant de défis qu'il faut relever.*"

"Une grue géante nous permet de remonter les déchets triés"

"*L'accès par l'estran, depuis la plage de Sainte-Adresse ou la valleuse d'Octeville, est très complexe, sur un terrain accidenté. Il y a eu le choix de débarquer des engins par la mer, via des barges, d'en descendre d'autres via une grue géante qui nous permet aujourd'hui de remonter les déchets triés sur place*", ajoute Marc Affagard, ingénieur écologue à la Ville du Havre.

Tri sur place, tests de pollution, surveillance pyrotechnique et sécurité

Pour permettre à la vingtaine d'ouvriers d'agir en contrebas, tout un dispositif a été mis en place, avec un escalier et un ascenseur aménagés au travers d'un échafaudage d'une centaine de mètres. "*Il y a tout un enjeu pyrotechnique*, détaille Pierre Laguérie, directeur de travaux pour le groupement Tersen qui pilote le chantier. *On a un opérateur qui vérifie en permanence les excavations pour vérifier la présence ou non d'engins explosifs. On a dû conforter la falaise pour éviter tout risque d'éboulement ou de déstabilisation rocheuse, en mettant des filets pour protéger nos opérateurs.*"

"On va pouvoir revaloriser la grande majorité des

déchets"

Les pelleteuses viennent gratter la terre en pied de falaise pour extraire des déchets. Ces derniers sont traités directement sur place, à travers une plateforme qui permet d'effectuer des analyses. Ils sont remontés par des bennes hissées par la grue, et pour certains évacués vers des sites de traitement spécialisés comme celui de Tourville-la-Rivière. "*On trie les matériaux grossiers, ceux plus fins, il y a des tests de pollution et des traitements appropriés*", complète Marc Affagard. Les matériaux sont lavés dans une installation aménagée sur le plateau de Dollemard. Les terres, polluées au microplastique, seront traitées par une station de lavage innovante qui sera construite dans les prochains mois. Les matériaux inertes, terre saine, pierre et gravats, vont eux servir au réaménagement du site. "*On va pouvoir revaloriser la grande majorité des déchets pour des chantiers ou des bétonniers*", indique Pierre Laguérie.

"Un chantier modèle"

Venu découvrir l'ampleur de ce chantier, jeudi 11 juin, Mathieu Lefèvre, le ministre délégué à la Transition écologique, a salué "*un projet particulièrement singulier compte tenu de la topographie des lieux et de la complexité du site*". "*C'est un chantier de restauration indispensable pour lutter contre les microplastiques en mer et pour protéger la santé des Normands. Ce que nous voyons ici va servir de modèle. Il y a une quantité de déchets extrêmement importante, ce sont des pratiques d'un autre âge que la société ne tolère plus aujourd'hui.*"



Mathieu Lefèvre (à gauche) lors de sa visite sur le site du chantier de dépollution des anciennes décharges de Dollemard - DR

La venue de Mathieu Lefèvre, le ministre délégué chargé de la Transition écologique, n'était pas anodine. L'Etat devrait injecter une nouvelle somme d'argent importante pour le traitement d'une deuxième partie du site.

Le chantier de dépollution des anciennes décharges de Dollemard prévoit de nettoyer le site et de traiter un total de 312 000m^3 de matériaux en deux phases. La première a débuté et va se poursuivre au moins jusqu'à l'été 2028. La seconde, sur une zone dite nord, avec 107 000m^3 de volume à nettoyer, est prévue pour démarrer à horizon 2029. Elle est soumise à un financement.

Un financement de 22M€ de l'Etat

Le budget annoncé pour cette opération de grande ampleur est estimé actuellement à 37,3M€, avec un financement de 22M€ de l'Etat (via l'ADEME), de 12,2 M€ de la Ville du Havre et de 3,1M€ pour la Région Normandie. Le ministre délégué à la Transition écologique, a promis une rallonge de 6M€. "*Nous allons continuer à investir, c'est dans le sens de l'engagement pris par le président de la République en 2022 lors du One Ocean Summit. Pour la deuxième tranche de travaux, lorsqu'on en sera là, l'Etat sera au rendez-vous sur la même clé de répartition.*" En cas d'enlèvement complet des 312 000m^3 de matériaux et déchets, la facture pourrait grimper jusqu'à 50M€. Ainsi, l'Etat pourrait être prêt à financer la moitié de la douzaine de millions d'euros supplémentaires.

actu.fr

450 000 mètres cubes de déchets : comment va se dérouler le gigantesque chantier de la décharge de Dollemard au Havre ?

Eloïse Aubé

5–7 minutes

Le nettoyage de l'ancienne décharge de Dollemard en contrebas des falaises au Havre a démarré en mai 2026. Un chantier titanesque qui a nécessité plus d'un an d'installation.

Sur le même thème

- Déchets
- Environnement
- Pollution



En bas de falaises a été installée l’une des deux plateformes de tri.

(©Anne-Bettina Brunet (VDH))

Par Eloïse Aubé Publié le 13 juin 2026 à 16h34

Ce vieux serpent de mer voit enfin le bout. La **décharge de Dollemard** au Havre représentant au global **450 000 mètres cubes de déchets** est entrée, depuis début mai 2026, dans sa **première phase de nettoyage** selon un calendrier défini : la zone centrale jusqu'en 2028 avec le traitement de 205 000 mètres cubes d'ordures et la zone nord à partir de 2028, avec 107 000 mètres cubes de déchets. Objectif : réhabiliter cette zone tout en protégeant la faune et la flore.
Ce jeudi 11 juin 2026, le ministre délégué à la transition écologique **Mathieu Lefèbvre** était présent aux côtés du maire **Édouard Phillippe** pour visiter ce chantier titanesque qui nécessite toute une logistique.

Rendre accessible la décharge

Après un peu plus d'un an de préparation, le nettoyage de l'ancienne décharge de Dollemard démarre enfin. Et le moins que l'on puisse dire c'est que tout a été étudié au millimètre près pour rendre accessible cette zone où **les déchets n'ont cessé de s'accumuler pendant 40 ans.**

« Il a fallu au préalable débarquer certains engins de chantier par la mer pour les installer en bas », indique à *76actu* Marc Affagard, ingénieur écologue au sein de la ville du Havre. Puis, est venu le temps de monter les autres infrastructures : **un échafaudage de 60 mètres** avec un ascenseur, un filet pare pierres de 45 000 mètres carrés, des installations de tri et une **grue de 29 mètres de haut**.

Deux plateformes pour trier

Une fois ces infrastructures installées, le nettoyage a donc pu démarrer selon un schéma de tri bien précis réparti sur **deux plateformes** : l'une située sur le plateau, l'autre en contrebas.

Le principe est simple : les déchets sont recueillis et chargés dans les camions avant d'être redirigés vers la plateforme de tri en contrebas. Une première sélection est alors effectuée via plusieurs techniques : tamis, séparateur hydraulique, etc… Les matériaux et déchets sont remontés

ensuite via la grue, puis lavés et analysés avant d'être renvoyés vers des chantiers de voirie.

> On essaie de ne pas avoir de déchets ultimes. S'agissant des gravats par exemple, ils sont laissés au pied de la falaise et serviront à son réaménagement

Une vraie polémique écologique

La décharge de Dollemard, cachée entre Sainte-Adresse et Aquacaux, n'a eu de cesse au fil des ans, de soulever l'opinion publique. Notamment en 2018 où, à la suite de la **tempête Eleanor**, des déchets se sont retrouvés sur la plage du Havre. Les éboulements successifs ont également conduit à déverser entre 30 et 80 mètres cubes de déchets en mer chaque année.

La conséquence sur la faune et la flore n'est pas anodine non plus « même s'il est difficile de dire si des espèces ont disparu depuis puisqu'il aurait fallu les recenser en amont », explique Marc Affagard.

L'endroit le plus pollué ? Sans nul doute la zone centrale qui recense un nombre conséquent de **micro-plastiques invisibles à l'oeil nu**. Ce périmètre, tout comme la zone nord, fait état aussi de présence d**'amiante, de bois pollués et de pneus.**

Un peu d'histoire

Pendant la reconstruction et jusqu'en 1999, des entreprises (principalement de BTP) venaient jeter les déchets du haut des falaises. Mais pas que. Certains riverains avaient pris pour habitudes de déverser des ordures, accumulant un nombre conséquents de déchets en contrebas que cela soit des plastiques, de la ferraille ou encore du gravât. On estime à 450 000 mètres cubes le nombre de déchets cumulés. L'année 2000 marque la fermeture de la décharge. Décharge dont les déchets disparaissaient chaque année en mer du fait des éboulements et des submersions marines, réduisant le nombre de déchets au pied des falaises à 312 000 mètres cubes. En 2010, la ville du Havre réfléchit aux solutions de réadaptation mais ce n'est qu'en 2021 que les premières

études d'analyses sont réalisées avec le lancement d'un chantier-test. Dès 2022, les décharges de Dollemard sont intégrées dans le Plan national de résorption des déchets des décharges littorales. Enfin, en 2025, le vaste chantier commence à être monté.
Le coût total de ce projet est estimé à 37,3 milions d'euros dont 22 millions d'euros financés par l'Etat, 12.2 millions d'euros financés par la ville du Havre et 3.1 millions d'euros par la Région Normandie. Un budget qui pourrait toutefois grimper.

À terme, ce chantier titanesque doit rendre ses lettres de noblesse écologiques au plateau de Dollemard, juste à côté du parc des falaises inauguré en 2023. Et le ministre délégué d'assurer que ce chantier havrais « pourrait servir de modèle pour les autres décharges à réhabiliter. »

Suivez l'actualité du Havre sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

ici.fr

INFO ICI - Un policier de Rouen mis en examen pour corruption, soupçonné d'avoir vendu des fichiers confidentiels

Christine Wurtz, Raphaël Tual

6–8 minutes

- Christine Wurtz ,
- Raphaël Tual

Publié le vendredi 12 juin 2026 à 11:47 Mis à jour le vendredi 12 juin 2026 à 12:24

INFO ICI Normandie – Un policier a été mis en examen jeudi 11 juin. Ce fonctionnaire du commissariat de Rouen est soupçonné d'avoir consulté illégalement des fichiers de police et procédé à des levées d'immobilisation de véhicules, contre rémunération. Sa commanditaire présumée a été mise en examen.

Un **gardien de la paix de 45 ans est mis en examen** jeudi 11 juin 2026, dans la soirée. Ce fonctionnaire du commissariat principal de Rouen est soupçonné d'avoir consulté illégalement des fichiers de police et procédé à des levées d'immobilisation de véhicules, contre rémunération. Sa commanditaire présumée a été mise en examen des mêmes chefs et placée en détention provisoire. Le policier, déjà suspendu par sa hiérarchie, a été placé sous contrôle judiciaire. Le parquet, qui avait requis son placement en détention provisoire, a fait appel.

C'est l'une des affaires mises au jour par **le nouveau dispositif de détection des usages anormaux de fichiers de police mis en place par l'IGPN**, l'inspection générale de la police nationale. Selon les informations de ICI Normandie , confirmées par le procureur de la

République de Rouen, Sébastien Gallois, le signalement date de juillet 2025. La direction interdépartementale de la police nationale de la Seine-Maritime alerte le parquet. Elle soupçonne un gardien de la paix de consultations illicites de fichiers ainsi que de corruption, dans le cadre de levées d'immobilisation administratives de véhicules.

Payé plusieurs dizaines de milliers d'euros

Le parquet de Rouen saisit donc immédiatement **l'IGPN de Rennes** et les premières investigations révèlent que le fonctionnaire a consulté près de 2.500 fichiers de police et procédé à plus de 700 levées d'immobilisation de véhicules sur l'ensemble du territoire national. Elles mettent surtout en évidence que l'homme a été payé pour le faire. **Plusieurs dizaines de milliers d'euros** au total, dont une partie a été saisie. Sa commanditaire, une femme de 27 ans, est identifiée en région lyonnaise. Elle est soupçonnée d'avoir vendu à ses "clients" les informations qu'elle achetait au gardien de la paix.

Le 10 juin, les deux mis en cause ont été placés en garde à vue et déférés ce jeudi soir devant un juge d'instruction de Rouen. Ils sont tous les deux mis en examen pour "corruption, détournement et complicité de détournement de finalité d'un système de traitement de données automatisées mis en œuvre par l'État et ce en bande organisée, violation du secret professionnel et blanchiment", précise le procureur de la République à ICI Normandie.

Ces affaires de corruption impliquant des policiers ont bondi de 70%, indiquait au Parisien le directeur de l'inspection générale de la police nationale , Stéphane Hardouin, en janvier 2026. En partie grâce à la mise en place par l'IGPN d'un dispositif de surveillance basé sur des algorithmes, pour repérer une consultation anormale des fichiers, en particulier les plus sensibles. En l'occurrence, le poste qu'occupait ce gardien de la paix ne justifiait pas une consultation aussi intensive des fichiers de police.

Des informations vitales pour les groupes criminels

Si ces faits sont graves, c'est que ces informations peuvent **servir des projets criminels**, explique **le sous-directeur des enquêtes de l'IGPN** à ICI Normandie. *"Ces informations là intéressent au premier plan des délinquants, des criminels ou des groupes criminels. Parce qu'il n'y a que la police qui les détient. Est-ce que tel individu fait l'objet d'une fiche de recherche ? Est-ce que tel individu fait l'objet d'un mandat d'arrêt délivré par un juge d'instruction ? Où habite un concurrent dans une affaire de trafic de stupéfiants ? C'est une information vitale pour un groupe criminel ou pour un délinquant. Dans des dossiers récents, on a vu qu'une information issue d'un fichier de police peut se vendre à 5 euros, ce qui est un prix extrêmement bas. Après, une fois que l'information est donnée à un intermédiaire, lui, va revendre l'information à un prix beaucoup plus élevé, parfois 2000, voire 3 000 euros"*, indique le contrôleur général Thomas de Ricolfis.

L'enquête va maintenant se poursuivre sous la direction d'un juge d'instruction de Rouen.

- Justice
- Police nationale
- Enquêtes – Investigation

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

Passer la section

paris-normandie.fr

Violences sexuelles dans le périscolaire à Sotteville-lès-Rouen : un animateur suspendu

Jérémy Chatet

2–3 minutes

Le 12 juin, la Ville de Sotteville-lès-Rouen a été informée d'une plainte déposée par une famille sottevillaise concernant des faits de violences sexuelles commises par un animateur d'un accueil de loisirs de la commune.

Consultez l'actualité en vidéo

« Nous avons pu recevoir la famille, et leur avons dit que nous nous tenions à leur disposition pour les accompagner dans cette épreuve », indique Alexis Ragache, maire de Sotteville-lès-Rouen, dans un communiqué de la Ville.

Deux enquêtes

Selon la municipalité, l'animateur mis en cause avait fait l'objet d'un signalement en octobre 2025 *« pour comportement inapproprié sans caractère sexuel »*. Une enquête administrative a été diligentée et vingt personnes ont été entendues. Un signalement avait également été fait auprès des services Jeunesse et sport de l'État qui avaient entendu l'animateur.

« Les conclusions de cette enquête n'ont pas permis de corroborer l'intégralité des faits reprochés et pouvant mener à un licenciement », précise la Ville, et l'animateur a été réintégré après avoir reçu des rappels à l'ordre.

Les parents avertis

En mai dernier, une deuxième enquête administrative a été déclenchée, à l'encontre du même animateur, pour des faits qui n'étaient pas de nature sexuelle. Celle-ci est toujours en cours et l'animateur a été suspendu d'office le 13 mai, dans l'attente des conclusions.

Face à cette situation, la Ville insiste prendre *« très au sérieux cette alerte et souhaite permettre à la Justice de faire toute la lumière sur cette affaire »*. Un courrier, que nous avons consulté, a été envoyé ce 12 juin, aux parents des enfants accueillis dans les structures scolaires de Sotteville-lès-Rouen. Un mail, permettant de recueillir leur questionnement, a été mis en place : ecoute@sotteville-lès-rouen.fr.

bfmtv.com

Un animateur d'un centre de loisirs de Sotteville-lès-Rouen soupçonné de violences sexuelles sur une enfant

Mélanie Hennebique

2–3 minutes



Photographie d'illustration, plusieurs cartables d'écoliers dans une école primaire, groupe scolaire Marie de Gournay dans le nouveau quartier Malepère à Toulouse, en septembre 2025. - Photo par ADRIEN NOWAK / HANS LUCAS / HANS LUCAS VIA AFP

L'homme aurait agi sur une enfant de 4 ans. Il a été visé par deux enquêtes administratives par le passé, dont l'une est toujours en cours et avait mené à sa suspension le 13 mai dernier.

Un animateur d'un centre de loisirs de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime) est soupçonné de violences sexuelles sur une enfant, a annoncé la Ville dans un communiqué publié ce vendredi 12 juin.

D'après ICI Normandie, la victime était âgée de 4 ans au moment des faits, tandis que l'animateur était âgé d'une vingtaine d'années.

"Nous avons pu recevoir la famille et leur avons dit que nous nous tenions à leur disposition pour les accompagner dans cette épreuve", a déclaré Alexis Ragache, maire de Sotteville-lès-Rouen.

Un suspect visé par deux enquêtes

L'homme mis en cause a été visé par deux enquêtes administratives par le passé. Une première a été lancée en octobre 2025 pour "comportement inapproprié, sans caractère sexuel", précise le communiqué de la mairie. 20 personnes avaient été entendues, mais "les

conclusions de cette enquête n'ont pas permis de corroborer l'intégralité des faits reprochés et pouvant mener à un licenciement".

0:00 / 0:00

Un autre signalement avait été réalisé auprès des services de la jeunesse et des sports de l'État. L'animateur avait reçu "un rappel à l'ordre des deux institutions". Il avait été réintégré. En mai 2026, une deuxième enquête a toutefois été ouverte après un nouveau signalement. "Aucun fait de nature sexuelle" n'était évoqué. L'enquête est toujours en cours, et l'animateur a été suspendu depuis le 13 mai.

A la suite des dernières accusations enregistrées, la ville de Sotteville-lès-Rouen a contacté "tous les parents des enfants accueillis dans les écoles et accueils de loisirs sottevillais pour les informer de la situation".

Accident à Rouen : dix personnes impliquées dont trois en fuite



En début de matinée, ce dimanche 14 juin 2026 un accident s'est produit à Rouen (Seine-Maritime). Dix personnes sont impliquées. • © Guillaume Bonnefont / MAXPPP

Recevez tous les jours dans votre boîte mail les principales infos de France 3 Régions.

choisir ma newsletter

Publié le 14/06/2026 à 10h18

copier le lien

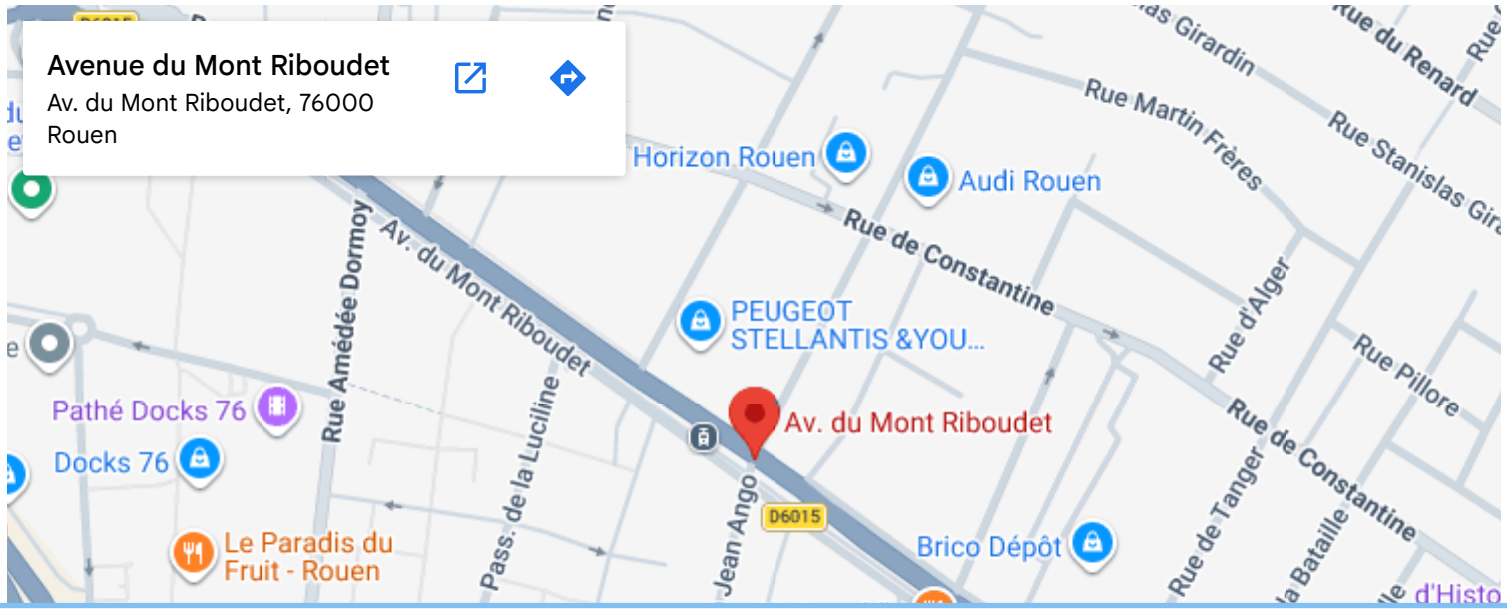
Ce dimanche 14 juin un accident s'est produit à Rouen (Seine-Maritime). Il a concerné 4 véhicules légers. Le bilan fait état de sept blessés et de trois personnes en fuite.

Les faits se sont déroulés sur l'avenue du Mont Riboudet, à Rouen (Seine-Maritime). Quatre véhicules étaient en cause, dont un qui s'est retrouvé sur le toit.

À lire aussi :
Deux voitures sur le toit après un accident, avant le viaduc de Calix

Blessés légers et trois personnes en fuite

Suite à cet incident, la circulation a été coupée. L'accident a mobilisé 7 engins et 19 sapeurs-pompiers.



Recevez tous les jours dans votre boîte mail les principales infos de France 3 Régions.

choisir ma newsletter

actu.fr

Les fuyards toujours dans la nature après l'accident qui a fait sept blessés avenue du Mont-Riboudet à Rouen

Vanessa Leroy

2–3 minutes

Après l'accident qui a fait sept blessés ce dimanche matin avenue du Mont-Riboudet à Rouen, au moins deux occupants de la voiture à l'origine du drame sont toujours en fuite.

Sur le même thème

- Accident
- Police
- Pompiers



Après l’accident qui a fait sept blessés ce dimanche matin avenue du Mont-Riboudet à Rouen, au moins deux occupants de la voiture à

l'origine du drame sont toujours en fuite. (©Photo transmise)

Par Vanessa Leroy Publié le 14 juin 2026 à 9h21 ; mis à jour le 14 juin 2026 à 16h49

Mise à jour le dimanche 14 juin 2026 à 16h45. *Les occupants de la voiture à l'origine de l'accident, qui a fait sept blessés légers présents dans trois autres véhicules ce dimanche matin, sont toujours en fuite. Ils sont au moins au nombre de deux. « On attend toujours qu'ils se présentent. Une enquête est en cours », indique à 76actu une source policière. « Il y a un seul véhicule en cause. Il a franchi le feu rouge à une très grande vitesse », précise cette même source. Les automobilistes des trois voitures percutées n'ont rien pu faire pour l'éviter. « On est passés à côté d'un drame. »*

Gros accident ce dimanche 14 juin 2026 à Rouen. Il est 7h51 quand le service départemental d'incendie et de secours est appelé pour une intervention **avenue du Mont-Riboudet**.

A leur arrivée, les 19 sapeurs-pompiers constatent que **quatre voitures sont impliquées**, dont l'une se trouve sur le toit.

Sept blessés légers, les occupants de la voiture en cause sont en fuite

Le temps de l'intervention des secours, la route est coupée à la circulation. **Sept personnes ont été blessées légèrement** et transportées au CHU de Rouen.

Par ailleurs, le Sdis 76 précise que les occupants d'une voiture ont pris la fuite avant leur arrivée.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

actu.fr

Vidéo. Avec le Raid Aventure, la police à la rencontre des jeunes dans plusieurs quartiers de Rouen

Fabien Massin

~2 minutes

La Ville de Rouen (Seine-Maritime) a accueilli le dispositif « Raid Aventure», une initiative nationale visant à renforcer le lien entre la jeunesse et les forces de sécurité.

Par Fabien Massin Publié le 13 juin 2026 à 14h45

Pendant trois jour au cours de la semaine du 8 juin 2026, la Ville de Rouen (Seine-Maritime) a accueilli le dispositif « Raid Aventure», une initiative nationale visant à renforcer le lien entre la jeunesse et les forces de sécurité, à travers des activités sportives, éducatives et citoyennes. Cela s'est déroulé dans les quartiers Saint-Sever, Grammont et à la Grand-Mare.

Suivez l'actualité de Rouen sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

ici.fr

Dans trois quartiers de Rouen, des policiers passent par la prévention pour renouer le dialogue avec les jeunes

Mathilde Deparois

4–5 minutes

Publié le dimanche 14 juin 2026 à 4:49

Pendant trois jours en juin, des policiers de l'association RAID aventure sont partis à la rencontre des jeunes pour faire de la prévention, notamment sur la lutte contre le trafic de stupéfiants. Mais aussi, pour redonner confiance en l'institution policière dans les quartiers prioritaires.

Mercredi 10 juin 2026, sur la place Saint-Sever, rive gauche de Rouen, des tentes blanches sont plantées devant l'église. Dessous, des pompiers, des policiers municipaux et des associations patientent ou partent discuter avec les jeunes qui passent par là. Leurs stands de prévention sont bien visibles, mais ce qui attire le plus les adolescents, ce sont le stand de tir laser et le ring de boxe jaune gonflable, mis à disposition par l'association RAID Aventure. Créée en 1992 par d'anciens agents du RAID, l'association compte aujourd'hui près de 300 bénévoles partout en France. Ce jour-là, ils sont une dizaine à animer les stands.

Mathis, un lycéen, entre dans le ring avec ses amis. Il enfile les gants, combat pendant plusieurs minutes et ressort essoufflé. Pour lui, le sport est un bon moyen de se défouler. "*C'est un sport qui motive et qui canalise aussi. Puis, ça permet d'instaurer des règles, de poser des limites*", partage le jeune de 16 ans. C'est exactement ce qu'essaye d'inculquer Rico, 26 ans, bénévole à RAID Aventure et arbitre du match. "*Le sport, c'est une super porte d'entrée pour ensuite discuter avec eux. Puis, la boxe, c'est apprendre à se battre en sécurité et aussi à véhiculer*

des valeurs comme le respect. Souvent des bagarres se déclenchent dans la rue pour un mauvais regard, en faisant de la boxe, on apprend à gérer sa colère et ça peut éviter ces risques", ajoute le policier.

Le sport pour ensuite dialoguer avec les jeunes

Juste en face, un grand drapeau bleu avec écrit "Dialogue" flotte devant une autre tente. C'est Benjamin, policier et bénévole au RAID aventure, qui accueille les adolescents pour discuter avec eux. Un groupe de collégiens arrive et tout de suite, ils essaient de les mettre à l'aise. "*Comment ça se passe au collège ?*", puis pose plusieurs questions : "*Est-ce que les policiers sont déjà venus au collège ? C'était pour fouiller des sacs, c'est ça ?* ", abonde le bénévole.

Mais Benjamin est surtout là pour leur faire passer un message. "*Les policiers sont là pour vous. Nous ne sommes pas vos copains, mais encore moins vos ennemis. On est là pour faire notre travail*." Les différentes interventions ont eu lieu dans les quartiers Grammont, Saint-Sever et la Grand-Mare, sur les Hauts-de-Rouen.

Sur les trois jours, l'équipe Raid Aventure a rencontré des milliers d'enfants et d'adolescents, alors qu'en 2022, selon un sondage Cevipof , seulement 50% des 18-24 ans ont confiance en l'institution policière.

- Société
- Campagnes de prévention
- Police nationale

Recevez chaque jour l’essentiel de l’actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S’abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

paris-normandie.fr

Qui seront les futurs employés de la « base arrière » d’Eiffage inaugurée près de la gare de Dieppe ?

Anne-Sophie Groué-Ruaudel
6–7 minutes

Le monumental bâtiment assemblé près de la gare de Dieppe accueillera quelque 350 employés des fonctions supports d’Eiffage pour le chantier de construction des EPR de Penly. Il vient d’être inauguré, et les premières prises de postes sont prévues pour le 22 juin.

Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 13 Juin 2026 à 07h26 Temps de lecture: 2 min

« De magnifiques bureaux qui font penser à la mer avec des vagues dessinées », dixit le président de l’Agglo Sébastien Jumel : 4 200 m² au sol, trois niveaux, 322 postes de travail, des salles de réunion, des coins repos, des espaces reprographie ou visioconférence… Le monumental bâtiment modulaire assemblé ces derniers mois – la première pierre a été posée le 15 octobre dernier – entre la gare et le centre technique municipal, par Eiffage, leader européen du BTP, afin d’accueillir ses cadres qui œuvreront sur le chantier de construction des EPR de Penly, a été inauguré jeudi en fin de journée.

Dans le réfectoire d’une capacité de 170 personnes, les représentants d’Eiffage ont accueilli des élus, des commerçants, des représentants du monde de la culture et des acteurs de la vie économique et locale en général : c’est que les quelque 350 personnes appelées à venir travailler sur le site sont attendues de pied ferme dans les boutiques, restaurants, lieux de culture et de détente de la ville. *« Pour nous, c’est un chantier exceptionnel*, reconnaît Xavier Mony, directeur général France d’Eiffage génie civil. *Par sa situation, sa dimension, son autonomie avec les panneaux photovoltaïques, ses 1 400 m² de bureaux et 322 postes de travail (…) pour un investissement de 15 M €. »* Et au final *« une réelle base arrière »* qui permettra de *« ne pas embouteiller les routes d’accès au chantier de la centrale »*.

Des prises de poste à partir du 22 juin

15 M € face à un réacteur représentant *« 15 à 18 milliards d’euros, ça peut paraître un détail mais ça a son importance pour la ville »*, appuie le maire Nicolas Langlois, qui s’est engagé notamment à travailler avec les commerçants pour *« mieux anticiper les retombées positives »* de cette manne humaine quasiment en centre-ville. Sébastien Jumel se félicite de la présence prochaine de ces

cadres quand les données démographiques font grise mine. *« On va nous prédire un hiver démographique, mais ici on gagne à nouveau des habitants… »*

Parmi eux, les cadres d'Eiffage qui prendront leur poste à partir du 22 juin. Certains travaillaient déjà à Dieppe, dans les anciens locaux de l'Agglo ; d'autres viendront du siège social de Vélizy en région parisienne. *« Ils occuperont les fonctions supports (direction technique du chantier, direction administrative, ressources humaines, services de sécurité…) et pour beaucoup, resteront toute la semaine et repartiront le week-end. Plus de 20 % seront à demeure*, précise Christophe Sandré, directeur de projet Eiffage génie civil pour l'EPR 2. *D'où l'intérêt d'être en cœur de ville. »* Ce *« bâtiment temporaire, construit pour 20 ans »* accueillera donc des employés d'Eiffage déjà installés en territoire dieppois. *« Ils habitent entre le Tréport et Dieppe. Et sur un peu moins de 300 embauches, on compte un gros tiers de recrutement local. »*

Ces nouveaux travailleurs du quartier de la gare disposeront d'un parking de 240 places avec des bornes de recharge électrique, en face de la gare – au trafic qui a bondi de 34 % récemment, dixit le président d'Agglo – réhabilitée à l'extérieur et qui abritera prochainement des cases commerciales, et en face aussi de la future Maison des énergies en cours de rénovation.

Lire aussi

tendanceouest.com

Port de Rouen. Niveau de la Seine : pourquoi Haropa fait-il appel à Météo France ?

Pierre Durand-Gratian

5–6 minutes

Les enjeux économiques sont considérables pour le port de Rouen, premier port de l'ouest de l'Europe pour le trafic de céréales. La Seine doit être navigable, 365 jours par an, de l'embouchure jusqu'au port, pour des bateaux à la taille et au poids impressionnants. *"On s'assure qu'il y a suffisamment d'eau dans la Seine pour pouvoir naviguer"*, explique Céline Le Hir, chef du service du chenal et de l'aide à la navigation à Haropa port à Rouen. Entretenir ce chenal est un travail de tous les instants. Deux vedettes hydrographes couvrent les 120km de la Seine du lundi au vendredi pour mesurer la hauteur d'eau dans tout le fleuve. Des marégraphes à des points fixes contrôlent aussi cette hauteur d'eau. Des capteurs de marée sont également déployés tout au long du fleuve *"pour pouvoir informer la capitainerie en temps réel de la hauteur d'eau"*, insiste la professionnelle.

De nouvelles prévisions sur les débits

Et quand la hauteur d'eau n'est pas suffisante, le dragage intervient. Le débit de la Seine dans un sens, la force de la marée montante dans l'autre, entraînent des dépôts de sédiments dans le fond du fleuve, qu'il faut venir aspirer. *"Deux navires, qui s'appellent des dragues, viennent enlever ces sédiments et la bathymétrie (voir glossaire) donne des informations sur les zones à draguer en priorité pour pouvoir garantir le tirant d'eau nécessaire pour faire remonter ou redescendre les navires du port."* Ces dragues sont sur l'eau en permanence pour que le chenal soit

praticable. Plusieurs millions de mètres cubes de sédiments sont dragués chaque année tout le long du fleuve, en particulier sur certaines zones sensibles, notamment à l'embouchure. Anticiper la hauteur d'eau du mieux possible est en enjeu considérable pour Haropa. *"Le niveau d'eau de la Seine dépend de deux gros phénomènes : le débit et la marée, dont les effets sont ressentis jusqu'à Poses"*, explique Cédric Fisson, chargé de mission au GIP Seine-aval. Le phénomène de marée avec ses coefficients est parfaitement connu. Celui du débit est plus complexe à estimer précisément. C'est dans cette logique qu'un partenariat a été passé avec Météo France à l'été 2025. Le prévisionniste fournit au port des données. *"Avoir une connaissance de ce que vont être les débits, cela nous permet de savoir comment cela va sédimenter, ce qui nous permet d'anticiper et d'optimiser les besoins en dragage sur ces zones-là"*, détaille Céline Le Hir. Météo France se base à la fois sur la pluviométrie attendue sur l'ensemble du bassin de la Seine, mais aussi sur le niveau des nappes phréatiques, fourni par le Bureau de recherches géologiques et minières, ou encore sur les potentiels avis de tempête... *"De manière mensuelle, ils nous indiquent ce que sont les débits à un, deux ou trois mois. Ça donne une tendance qui a été plutôt correcte. L'hiver sec avec peu de débit et des probabilités de crue très faibles était plutôt prévu. Les débits semblent confirmés."*

C'est une corde de plus à l'arc d'Haropa qui peut, par exemple, reporter ses capacités de dragage sur des chantiers exceptionnels et planifiés. *"On savait que l'on aurait moins de sédiments à draguer et nous avons affronté l'hiver de manière plus sereine"*, confirme la spécialiste. Le modèle est encore expérimental, comprend une marge d'erreur, et ne peut pas prendre en compte à ce stade les rejets dans le fleuve des retenues d'eau des grands bassins de la Seine ou des industries. L'expérience doit en tout cas se poursuivre pour tenter toujours d'affiner les modélisations et d'améliorer l'efficacité du dragage. Pour que la Seine reste navigable peu importe le temps.

La bathymétrie, l'étiage et la drague sont essentiels pour garantir la navigation sur la Seine jusqu'au port de Rouen.

Bathymétrie : Il s'agit de la science qui s'intéresse à la profondeur des

océans ou des fleuves. En Seine, elle permet de dresser une cartographie précise et quasiment en temps réel de la hauteur d'eau, ce qui donne aux pilotes de Seine les indications pour faire ou non remonter et descendre les bateaux qui se rendent sur le port de Rouen. Des vedettes hydrographes travaillent à ces mesures.

Etiage : C'est le contraire de la crue, le moment où le niveau d'un fleuve est le plus bas. Pour la Seine, cette période arrive en général en août ou en septembre et peut durer jusqu'à l'automne. Le débit atteint alors entre 150 et 200m^3 par seconde au niveau de Poses. En période de crue, majoritairement l'hiver, le débit du fleuve peut atteindre entre 1 500 et 2 000m^3 par seconde.

La drague : C'est le navire qui procède au dragage. Il fonctionne comme un aspirateur géant qui vient prélever des sédiments au fond du fleuve afin de garantir la hauteur d'eau nécessaire dans le chenal pour le passage des bateaux. Deux fonctionnent en permanence pour le port de Rouen sur 120km de Seine. Elles prélèvent plusieurs millions de m^3 de sédiments par an.

lagazettefrance.fr

Rouen : SysFarm poursuit son développement agricole

J.M

3–4 minutes

En bref

Mise en avant par le Medef Normandie, l'entreprise SysFarm, implantée à Rouen, a recemment présenté ses solutions destinées à accompagner la transition environnementale des exploitations agricoles.



© MEDEF Normandie.

Publié le 12 juin 2026 - Mis à jour le 12 juin 2026

Le Medef Normandie a récemment consacré un nouvel épisode de son opération «Elles changent le monde» à SysFarm. Créée il y a cinq, l'entreprise a développé des outils numériques destinés à aider les agriculteurs à réduire l'impact environnemental de leurs activités. La société a notamment conçu ScopeFarm, un logiciel permettant de réaliser des bilans carbones agricoles et d'identifier des pistes d'amélioration pour les exploitations.

Au fil de son développement, SysFarm a élargi son réseau de partenaires. L'entreprise a indiqué travailler avec 79 coopératives agricoles et accompagner près de 4 000 exploitations spécialisées dans les grandes cultures et l'élevage. Grace aux différent outils déployés par l’entreprise, près d'un million de tonnes de dioxyde de carbone pourraient être évitées. L'entreprise intervient également dans la création de crédits carbone certifiés. Cette activité permet aux agriculteurs engagés dans des démarches de réduction des émissions de bénéficier de financements complémentaires.

Agriculture française face au défi carbone

À l'échelle nationale, la décarbonation de l'agriculture constitue un enjeu économique majeur. Le secteur agricole représentait environ 19% des émissions françaises de gaz à effet de serre selon les données du ministère de la Transition écologique. Pour atteindre les objectifs climatiques fixés par la France et l'Union européenne, de nombreux dispositifs encouragent désormais le développement de pratiques agricoles plus sobres en carbone. Le marché volontaire du carbone agricole connaît ainsi une progression régulière. Les exploitants peuvent obtenir des revenus additionnels grâce à la vente de crédits carbone issus d'actions telles que la réduction du travail du sol, l'amélioration de l'alimentation animale ou encore le stockage du carbone dans les sols.

paris-normandie.fr

« Ce système est pire que la prison » : mobilisation à Rouen contre le CRA de Oissel

Gaspard Lagnel
5–6 minutes

Une soixantaine de personnes ont défilé dans les rues de Rouen le 12 juin 2026 pour s'indigner contre les conditions de rétention au CRA de Oissel et pour dénoncer la construction d'un nouveau centre.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Une manifestation organisée par les États généraux des migrations de Rouen contre le Centre de Rétention Administrative de Oissel s'est déroulée à Rouen le 12 juin 2026. - STEPHANIE PÉRON CLÉMENT/PND

Par Gaspard Lagnel

Publié: 12 Juin 2026 à 19h43 Temps de lecture: 1 min

Ils étaient une soixantaine à marcher au rythme du tambour, banderole à l'effigie des États Généraux des Migrations en tête de file. Vendredi 12 juin, au pied de l'église Saint-Sever, sur la rive gauche rouennaise, le réseau des visiteurs et observatoire du centre de rétention administrative d'Oissel (CRA), appelait à manifester.

Consultez l'actualité en vidéo

Avant que le cortège s'élance, Chantal Touret, membre organisatrice du rassemblement, annonce : « *Nous sommes là pour lutter contre l'enfermement des personnes étrangères qui doivent être expulsées. Ce système est pire que la prison. C'est inacceptable, inhumain, ça ne sert à rien à part faire du mal.* »

« C'est infernal »

Alors qu'un nouveau centre pourrait voir le jour, les associations présentes dénoncent les conditions d'accueil de l'actuel : « *C'est infernal, avec des fortes odeurs, sans place ni activités,* » poursuit la militante.

Parmi les militants, certains ont imprimé des photos de l'intérieur du bâtiment. D'autres ont des pancartes accrochées au corps, retraçant l'histoire de personnes en situation irrégulière, et

« souffrant » des conditions du CRA de Oissel, « caché au fin fond de la forêt, donc personne ne sait qu'il y a ce centre sur notre territoire », ajoute Chantal Touret.

L'argument économique est aussi avancé : « *La loi impose 90 jours maximum d'enfermement, et au final, à peine 40 % sont expulsés ; donc beaucoup sont enfermés pour rien. Et le système coûte beaucoup d'argent, car un retenu coûte 602 euros par jour, soit environ 53 000 euros au bout de 90 jours.* »

Passage devant le tribunal administratif

Tout au long de la manifestation, qui se terminait place de la cathédrale, les militants se sont fait entendre, en allant voir les passants qu'ils croisaient. Prochain objectif pour les réfractaires du CRA de Oissel, le passage devant le tribunal administratif de Rouen lundi 15 juin. Un recours en référé-liberté, concernant la situation au CRA, y sera examiné.

Lire aussi

france3-regions.franceinfo.fr

"Ce qu'on espère, c'est la fermeture du CRA d'Oissel" : une marche organisée pour dénoncer les conditions de r

Clé Arouche

6–8 minutes

Ce vendredi 12 juin 2026 à 17 heures, le réseau des visiteurs et observatoire du centre de rétention administrative d'Oissel appelle à une mobilisation. Une action qui intervient trois jours avant une audience au Tribunal administratif de Rouen. Un référé-liberté a été déposé pour demander la fermeture de l'établissement.

Ils se sont donné rendez-vous place de l'Eglise Saint-Sever, sur la rive gauche de Rouen (Seine-Maritime) pour une marche qui s'achèvera place de la Cathédrale. Là au pied de l'édifice religieux, ils reconstitueront une chambre du CRA, pour dénoncer les conditions de rétention dans ce centre de rétention d'Oissel.

Parmi les membres du réseau des visiteurs et observatoire du CRA d'Oissel mobilisés, ce vendredi 12 juin, Chantal Touret sera présente. Jointe par téléphone, elle nous explique les raisons de cette mobilisation : "*ce centre est un non-sens*" explique-t-elle. "*Actuellement, les étrangers qui sont arrêtés peuvent être retenus pendant 90 jours. Au final, seuls 40% d'entre eux sont ensuite éloignés du territoire français. Les autres sont libérés. J'ai rencontré récemment un ressortissant du Suriname, qui a été retenu pendant trois mois à Oissel. Remis en liberté, il a été de nouveau arrêté. Il est aujourd'hui au CRA du Havre.*"

Or, cet enfermement a un coût financier : 602 euros par jour et par personne retenue. Soit 53 000 euros en moyenne pour trois mois passés au CRA d'Oissel.

> Hormis faire du chiffre et permettre au gouvernement de prétendre qu'il gère l'immigration en France, quel sens cela a-t-il de dépenser de l'argent pour enfermer des gens dans un lieu qui les rend fous plutôt que de financer leur intégration ?
>
> *Chantal Touret, réseau des visiteurs et observatoire du CRA d'Oissel*

Créé en 2004, l'établissement est prévu pour accueillir 72 personnes. Une capacité théorique réduite à 66 places, occupées actuellement en grande majorité par des hommes.

Depuis 2008, les rapports du Contrôleur général des lieux de privation de liberté dénoncent régulièrement les conditions de rétention du CRA d'Oissel. En septembre 2025, lors d'une visite inopinée, cinq contrôleurs ont constaté que "*les personnes retenues sont hébergées dans des locaux indignes, inadaptés, dégradés et sales. Sans possibilité de fermer leurs chambres, leurs sanitaires ou leurs placards, le sentiment d'insécurité règne.*"

Le cinquième rapport de ce genre en 18 ans souligne "*un sous-effectif en personnel qui porte préjudice à son fonctionnement et au respect des droits fondamentaux des personnes retenues.*" Il souligne que "*les violences sont nombreuses, non répertoriées et insuffisamment analysées*."

Enfin, le rapport rappelle que "*l'éloignement des ressortissants des pays du Maghreb notamment étant particulièrement complexe, en l'absence de délivrance d'un laissez-passer consulaire, le taux d'éloignement ne cesse de baisser et celui de la durée de placement de croître.*"

Or, les retenus d'Oissel sont en grande majorité originaires d'Algérie qui, à ce jour, refuse d'accueillir certains de ses ressortissants expulsés de France.

Ces conditions de vie difficiles, cet enfermement de plus en plus long, Chantal Touret ne peut qu'en attester. "*Dans les chambres, il n'y a pas d'ouverture. Résultat, l'été il fait chaud. Et l'hiver, en l'absence d'isolation, il fait froid* " dénonce-t-elle. Sans compter le bruit permanent. "*Les gens se plaignent de ne jamais avoir de calme, pas même la nuit. Une femme a*

qualifié le CRA de cage à échos."

Le profil très varié des retenus peut aussi engendrer un sentiment d'insécurité.

> Qu'on mélange des gens qui travaillaient avant d'être arrêtés, avec des personnes malades sur le plan psychiatrique ou en manque parce que souffrant d'addiction : il y a de quoi devenir fou.
>
> *Chantal Touret, réseau des visiteurs et observatoire du CRA d'Oissel*

Aujourd'hui, les associations comme le réseau des visiteurs réclament la fermeture du centre de rétention administrative d'Oissel. Car selon elles, la création d'un nouveau CRA à l'horizon 2028 et la destruction de l'actuel ne changeront rien à la situation.

Un avis que partage Me Vincent Souty, avocat spécialiste du droit des étrangers. Au nom de l'Ordre des avocats du Barreau de Rouen, il a déposé un référé-liberté auprès du Tribunal administratif de Rouen.

Cette procédure permet de demander au juge des référés de prendre en urgence des mesures pour préserver l'exercice d'une liberté fondamentale en cas d'atteinte grave et manifestement illégale à cette liberté par l'administration.

Pour Me Souty, "*les dysfonctionnements du CRA d'Oissel sont structurels et systémiques*". L'avocat rappelle qu'ils ont été régulièrement pointés par cinq rapports du Contrôleur général des lieux de privation de liberté *"sans que l'administration n'ait apporté aucune réponse.*"

> C'est un lieu de privation de liberté qui n'est pas apte à recevoir du public sur une telle durée. Enfermer des gens sans activité ou presque crée des tensions de plus en plus exacerbées. Qui dit tension dit violence. Or, les agents sont dans l'incapacité d'assurer la sécurité des retenus.
>
> *Me Vincent Souty, avocat spécialiste du droit des étrangers au Barreau de Rouen*

L'avocat évoque plusieurs morts ces dernières années à Oissel, à la suite de tentatives de suicide, "*alors même que leur vulnérabilité avait été identifiée.*"

Les conditions de vie sont telles que dernièrement, l'association France Terre d'asile a fait valoir son droit de retrait au CRA d'Oissel et qu'elle n'exerce plus sa mission d'accompagnement des migrants en situation irrégulière dans leur demande d'asile.

Vincent Souty espère désormais la fermeture du centre. Pour lui, le projet de construction d'un nouvel établissement ne changera rien. "*Si on augmente les capacités d'accueil sans augmenter les effectifs policiers, la situation va empirer*" évalue-t-il. "*La rétention administrative doit rester une mesure en dernier ressort ayant pour seul but d'éloigner les personnes. Or, depuis le Covid, nous constatons que l'administration enferme des gens qui n'ont rien à faire dans les CRA. Résultat, soit le juge finit par annuler la décision administrative, soit ils sont relâchés car leur éloignement est impossible et leur enfermement a été inutile.*"

Une position que l'avocat soutiendra ce lundi 15 juin à 14 heures devant le Tribunal administratif de Rouen.

actu.fr

Il faudrait actuellement 50 ans à Terroir-de-Caux pour rembourser sa dette selon la chambre régionale des comptes

Augustin Bouquet des Chaux

~3 minutes

La chambre régionale des comptes estime qu'il faudrait actuellement 50 ans à la communauté de communes Terroir-de-Caux pour rembourser sa dette de 26,9 millions d'euros.

Sur le même thème

- Impôts
- Terroir-de-Caux



La situation financière de la communauté de communes Terroir-de-Caux est très préoccupante. ©Les Informations Dieppoises

Par Augustin Bouquet des Chaux Publié le 14 juin 2026 à 6h00

Après avoir contrôlé la communauté de communes Terroir-de-Caux sous l'angle de la gestion des ressources humaines, la **chambre régionale des comptes Normandie**, la CRC, a examiné la structure sous l'angle de la situation financière et selon la politique d'investissement de la com com.

Et l'organisme chargé d'examiner la gestion des établissements publics de coopération intercommunale est plutôt alarmiste. Selon la CRC, qui se base sur la capacité d'autofinancement actuelle de Terroir-de-Caux, il faudrait à la communauté de communes 50 ans pour rembourser sa dette.

Une dette de 26,9 millions d'euros

Une dette estimée à 26,9 millions d'euros qui est trois fois plus élevée qu'en 2019 selon la chambre. Sans surprise, c'est le budget de l'assainissement collectif qui porte les deux tiers de cette dette.

« La communauté de communes doit assumer la dette des anciens syndicats d'assainissement et effectuer d'importants travaux de mise en conformité des installations », souligne la CRC.

Cette dette a entraîné, en 2024, une hausse de 69 % de la redevance assainissement. « Elle est désormais nettement supérieure aux moyennes normandes et nationales », assure la chambre régionale des comptes.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Pas de projets sans emprunt

Cet endettement important a des conséquences. « La communauté de communes ne s'étant pas donné les moyens de limiter l'évolution de ses charges, les dépenses d'équipement du budget principal, dont la voirie représente 40 %, ne peuvent plus être financées sans recourir à l'emprunt », précise la CRC.

La chambre régionale des comptes Normandie appelle donc Terroir-de-Caux « à remettre de l'ordre dans son pilotage, sa programmation et sa

trajectoire financière ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

lecourriercauchois.fr

Fécamp Caux Littoral Agglomération. Ce qu'il faut retenir du dernier conseil communautaire

Le Courrier Cauchois

~3 minutes

Vingt minutes montre en main. Le conseil communautaire de l'agglomération Fécamp Caux Littoral, présidé par Laurent Vasset, s'est tenu à un rythme soutenu mercredi 10 juin dernier à la salle Henri-Lambert à Saint-Léonard.

Désignations et renouvellements validés

Parmi les principaux dossiers examinés figurait la désignation des représentants à la commission intercommunale des impôts directs. Une liste de vingt titulaires et vingt suppléants a été proposée avant d'être transmise à la Direction régionale des finances publiques, chargée de retenir les candidats.

Les élus ont également validé plusieurs renouvellements de partenariats liés au développement économique et à l'attractivité du territoire. L'adhésion à Seine-Maritime Attractivité a ainsi été reconduite pour un montant de 13 000 euros, ainsi que celle avec Normandie Attractivité qui, elle, est gratuite.

Les élus ont aussi approuvé la poursuite du partenariat avec l'agence de développement économique Le Havre Seine Développement, chargée d'accompagner l'implantation de projets sur le territoire. Le président de l'agglomération a notamment cité Weeecycling sur Tourville-les-Ifs comme exemple.

Débat autour des "éco-défis"

Le principal échange de la séance a concerné la signature d'une convention avec la Chambre des métiers autour du dispositif "Eco-défis". Celui-ci vise à accompagner une dizaine d'artisans dans leur transition environnementale, notamment sur les questions de déchets, d'énergie ou de gestion de l'eau. Si l'opposition a indiqué partager l'intention du dispositif, Bénédicte Martin a toutefois soulevé des interrogations. "*La question du suivi et de l'évaluation ne sont pas précisées*", a-t-elle estimé, regrettant également un objectif limité à dix entreprises accompagnées. "*Ça fait peu au regard de l'ensemble du tissu artisanal de l'agglomération*", a-t-elle ajouté.

"Un premier pas vers l'accompagnement"

En réponse, Laurent Vasset a défendu un lancement de dispositif et "*un premier pas vers l'accompagnement.*" "*Je partage l'idée que si on ne fait ça qu'une seule fois, ça n'aura pas d'intérêt*", a-t-il reconnu, misant sur "*une dynamique*" progressive auprès des entreprises du territoire.

Le reste des délibérations, notamment autour de la désignation de référents déontologues ou des relevés de décisions du président, a été adopté sans difficulté, souvent à l'unanimité.

france3-regions.franceinfo.fr

"C'est grave de ne pas voir la portée symbolique" : un livre en bois brûlé lors de la Saint-Jean fait polémique

Arthur Deshayes
3–4 minutes

Un bûcher représentant un livre posé sur un pupitre a été brûlé lors de la Saint-Jean, dans la commune de Mont-Saint-Aignan. Certains habitants y voient le symbole des autodafés et partagent leur incompréhension.

Selon la municipalité de Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime), qui organisait ce samedi 13 juin 2026 les célébrations de la Saint-Jean, 7 000 visiteurs ont assisté à la soirée. Concerts, feu d'artifice, et bouquet final de cette fête : le bûcher.

Mais certains habitants ont choisi de ne pas se rendre à cet événement. En cause : la nature même de ce bûcher, représentant un livre ouvert sur un pupitre. Les images de ce feu ont été publiées sur la page Facebook de la commune :

Un habitant de Mont-Saint-Aignan nous fait part de son indignation. "*C'est choquant*", explique-t-il. "*Ça me paraît grave qu'on ne voit pas la portée symbolique de brûler un livre*."

> C'est très explicite, cette vidéo. Les clameurs de la foule quand le livre s'effondre, c'est touchant. Il y a une candeur et une naïveté à ne pas voir le symbole.
>
> *Un habitant de Mont-Saint-Aignan*
>
> France 3 Normandie

Un autre mont-saint-aignanais renchérit : "*Pour moi brûler un libre, ça symbolise les autodafés des années 30 et des nazis ; je suis surpris qu'en 2026 on n'ait pas cette référence*".

"*C'est une image de triste mémoire, un autodafé assumé*" dénonce Marine Ribals, candidate battue aux dernières élections municipales de la ville, dans un message sur Facebook : "*Souvenons-nous du texte de Ray Bradbury, Fahrenheit 451 où les pompiers ne sont plus convoqués pour éteindre les incendies mais pour brûler les livres*".

Plusieurs habitants auraient ainsi préféré éviter de se rendre à cette fête, "*pour ne pas donner du crédit à cela".*

En réaction aux propos de Marine Ribals, Benjamin Duca-Deneuve, adjoint au maire de la ville de Mont-Saint-Aignan, condamne quant à lui "*la caricature et la malhonnêteté*" du communiqué de l'opposante, et rappelle que la mairie "*défend vigoureusement le goût du livre".*

> Ce n'est évidemment pas un livre qui est brûlé, mais un objet en bois qui le représente, et ce n'est pas un feu pour détruire, mais un feu de célébration et de joie dans la plus

pure tradition de la Saint-Jean

Benjamin Duca-Deneuve, adjoint au maire de Mont-Saint-Aignan

Page Facebook "Mont-Saint-Aignan Vivant"

La volonté initiale de la municipalité était de célébrer les 60 ans de l'Université. En témoigne le « 60 » apparaissant sur le bûcher.

"*Je ne doute pas de leur sincérité,* témoigne cet habitant de Mont-Saint-Aignan*, mais comment se fait-il que personne, à la mairie, ne se soit dit un moment que c'était une connerie de brûler un livre* ?". "*Faire un bûcher en hommage à la connaissance et ne pas avoir cette référence, c'est un problème*" ajoute un autre.

Dans cette publication Facebook du maire de Mont-Saint-Aignan, partagée après les célébrations, ce n'est plus un livre qui a été brûlé, mais simplement un "*pupitre*". Mais selon nos informations, c'est bien "*un livre"* qui a été commandé aux Compagnons du Devoir, les artisans qui ont conçu le bûcher.

ici.fr

"Se rendre compte de la vocation maritime de notre pays": la Marine Nationale fête ses 400 ans à Rouen

Bradley de Souza

4–5 minutes



Bradley de Souza

Publié le samedi 13 juin 2026 à 5:45

La Marine Nationale organise une journée d'animations et de célébrations autour des 400 ans de l'institution militaire ce samedi 13 juin 2026 à Rouen. Une cérémonie est prévue le matin à la préfecture, suivie d'un défilé sur les quais et de plusieurs animations au musée maritime.

La Marine Nationale fête ses 400 ans ce samedi 13 juin 2026 à Rouen. À cette occasion, une cérémonie militaire aura lieu dans la cour d'honneur de la préfecture, suivie d'un défilé sur les quais et de plusieurs animations **au musée maritime de Rouen, conçu comme un petit village**. "*L'idée assez fondamentale, c'est que les Français viennent rencontrer les marins, la marine et se rendent compte de la vocation maritime de notre pays*", explique le commandant de la marine au Havre, Fabrice Coheleach.

"*Les 400 ans manifestent la volonté, l'intention qu'a la marine de rappeler qu'elle protège les Français à travers ses activités, de ses missions qui sont des missions qui ont lieu au large et qui sont méconnues des Français. Les gens connaissent souvent les grands ports, mais elle fonctionne car sur l'ensemble du territoire national il y a des contributions, en ressources humaines, avec les industriels et autre*", poursuit Fabrice

Coheleach.

Une soixantaine de marins seront présents pour répondre à toutes les questions des visiteurs que la Marine espère nombreux. "*Il y a peu d'institutions comme la Marine Nationale qui ont traversé les siècles, les bouleversements de l'histoire, les régimes politiques. La Marine Nationale est vraiment un exemple de* ***cette permanence de l'État*** *avec cette mission intacte : celle de défendre les intérêts de la Nation. C'est aussi l'occasion de rappeler que la France est une* ***très grande puissance maritime****, la deuxième mondiale grâce à ses outre-mer. Elle assure notre souveraineté, notre sécurité, notre prospérité économique et notre influence*", conclut Julia Capel-Dunn, directrice de cabinet du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime.

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

Passer la section

- Marine Caron a lancé officiellement sa campagne pour les municipales 2026 à Rouen, ce jeudi 25 septembre. La candidate de 35 ans, adhérente au parti Horizons, a présenté des premières mesures sur la sécurité.

  Le 25/09/2025 à 22:23

- La Marine nationale répond ce 31 octobre à la polémique, née avec la vidéo postée par deux skippers belges engagés sur la Transat Café l'Or. Ils accusent un avion d'avoir déchiré leur voile en les survolant de trop près.

  Le 31/10/2025 à 18:30

- L'ancien maire de Petit-Quevilly et président de la métropole de Rouen,

paris-normandie.fr

Sur le port de Rouen pour ses 400 ans, la Marine nationale recrute

Sylvain Auffret
5–6 minutes

Pour fêter ses 400 ans d'existence, la Marine nationale s'est installée au musée maritime sur la presqu'île Waddington à Rouen. Ce « village », inauguré samedi 13 juin 2026, est aussi l'occasion de recruter ses futurs membres.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Sylvain Auffret

Publié: 14 Juin 2026 à 11h59 Temps de lecture: 2 min

Le jeune homme est en première professionnelle cuisine et vient se renseigner pour savoir comment il peut intégrer la Marine nationale.

Face à lui, de l'autre côté du stand installé au sein d'un « village » dédié, pour fêter les 400 ans de l'institution, au musée maritime de Rouen, la jeune femme en uniforme paraît à peine plus âgée. *« Donc l'année prochaine il y a le bac. »*

Le jeune homme semble un peu hésitant. *« Allez aussi loin que possible »*, assène la jeune femme. *« Vous avez des projets après le bac ? » « Non »*, sait déjà l'intéressé.

Dans quelque temps peut-être, il fera partie des 4 500 personnels que la Marine, qui compte environ 40 000 militaires, recrute chaque année, après entretiens et tests, notamment médicaux, pour exercer dans les 80 métiers qu'elle propose.

Des besoins dans la maintenance

« *On a les mêmes difficultés de recrutement que dans le privé, ce n'est pas que dans les technologies de pointe »*, détaille Frédéric Padilla, chef du bureau Marine du CIRFA (centre d'information et de recrutement des forces armées) de Rouen.

« *Les techniciens en chaufferie nucléaire ça va, mais pour les cuisiniers, c'est plus compliqué »*. Les spécialités les plus demandeuses actuellement concernent la maintenance : les électriciens, les mécaniciens de tout type et les électrotechniciens.

Il y a 10 ans, Romain, 29 ans, s'est engagé, après cinq années à travailler en cuisine. « *L'envie de voyager, de travailler autrement et de servir la France »*, raconte ce chef cuisinier affecté à la Croix

du sud, un chasseur de mines basé à Brest. Après trois affectations sur trois bâtiments différents et des passages en formation entretemps qui l’ont fait gagner en compétence, Romain ne regrette rien.

paris-normandie.fr

Affaire Lyhanna. Nous Toutes Dieppe appelle à se rassembler tous les lundis à 19 h devant le tribunal

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

~2 minutes

Plusieurs membres du collectif Nous Toutes étaient présentes lors du rassemblement de lundi de la semaine passée devant le tribunal, réclamant « Justice pour Lyhanna ».

Dans un communiqué diffusé quelques jours plus tard, le collectif dieppois annonce donner rendez-vous *« tous les lundis 19 h devant le tribunal de Dieppe jusqu'à ce que les moyens soient mis en place réellement par le gouvernement » : « Hommes, femmes, nous sommes tous concerné.e.s par la protection de nos enfants, filles et garçons ! »*

« Il est grand temps de croire les victimes »

Les militant.e.s féministes soulignent : *« Ce n'est pas un dysfonctionnement mais un système. Ce n'est pas un problème individuel mais structurel. Nous parlons, nous signalons, mais neuf plaintes sur dix sont classées sans suite. Les violences sont massives et il est grand temps de croire les victimes (…). L'inaction tue. Le mépris ne peut plus tenir lieu d'action. »*

À toutes celles et tous ceux qui ne pourraient pas se déplacer mais souhaiteraient participer tout de même, il est proposé de mettre une pancarte à sa fenêtre, son balcon…

ici.fr

Florence Hérouin-Léautey, députée PS de Seine-Maritime, appelle les "hommes à venir se rassembler devant les tribunaux"

Marianne Naquet

7–9 minutes

Florence Hérouin-Léautey, députée de la première circonscription de la Seine-Maritime. © Radio France

Diffusé le lundi 15 juin 2026 à 7:44

Publié le lundi 15 juin 2026 à 7:44

Il faut une loi intégrale contre les violences sexuelles, avec un budget à la hauteur : des associations féministes et de défense des enfants exigent un texte urgent après la mort de Lyhanna dans le Gers et appellent à manifester tous les lundis soirs devant tous les tribunaux de France.

Plusieurs associations féministes et de défense des enfants appellent à manifester tous les lundis soir devant les tribunaux de France et devant le ministère de la Justice à Paris pour demander **une loi dite intégrale contre les violences sexuelles et un budget adapté**, après la mort de Lyhanna , le 4 juin 2026 dans le Gers. Dans cette affaire, un père de famille a été mis en examen et placé en détention provisoire, visé par au moins sept plaintes ou signalements transmis à la justice depuis 2017. Pour Florence Hérouin-Léautey, députée socialiste de la première circonscription de la Seine-Maritime, invitée de ICI Normandie, ce lundi 15 juin 2026, il y a *"urgence aujourd'hui comme il y avait urgence hier. Il faut vraiment que le gouvernement prenne la mesure de la situation dans laquelle nous sommes et comprenne, entende la société civile, les*

femmes, les parents qui manifestent partout en France, qui remanifesteront ce soir pour dire que ça suffit en fait."

Pour afficher ce contenu Dailymotion, vous devez accepter les cookies **Mesure d'audience**.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Pour l'élue, membre de la commission parlementaire sur l'inceste, il est temps de dire qu'on "*n'en peut plus, ce n'est plus possible d'avoir conscience qu'il y a des pédocriminels qui sont laissés en liberté, suite à des plaintes et des signalements réalisés par des mineurs, par leurs parents, qu'aucun acte d'enquête n'est réalisé, que c'est classé sans suite et qu'on s'en lave les mains. Eh bien non, on ne s'en lave pas les mains, c'est l'avenir de nos enfants."* Selon Florence Hérouin-Léautey, **160 000 enfants par an sont victimes d'agressions sexuelles**, 100 000 femmes par an sont victimes de viols. *"Il y a un processus de reproduction qui est à l'œuvre."*

Sébastien Lecornu, le Premier ministre, a dit qu'il allait prendre **un décret sur la nécessité de motiver les classements sans suite des plaintes concernant les crimes sexuels sur les mineurs**. *"Une mesure suffira-t-elle à enrayer ce processus que je viens de décrire ? « 70% des victimes d'inceste reproduisent les agressions sexuelles, donc c'est un grand coup de pied dans la fourmilière qu'il faut mettre"*, répond *Florence Hérouin-Léautey. "Il faut intervenir en prévention, en formation, en sanction, en procédure judiciaire, et ensuite en réparation. Sinon, on n'y arrivera pas. Moi, j'engage ce soir devant les tribunaux les hommes, les hommes bien, ceux qui aiment leurs enfants, qui protègent leurs enfants, qui respectent leurs épouses, leurs compagnes, à être avec nous devant les tribunaux. Ce n'est pas possible qu'en 2026, pour défendre les droits des enfants, nous n'ayons que 20 % en moyenne d'hommes présents dans ces rassemblements."*

Florence Hérouin-Léautey est **membre de la commission d'enquête parlementaire sur le traitement judiciaire des violences sexuelles incestueuses parentales**, commises contre les enfants. Le rapport est

en cours d'écriture, il doit être rendu en juillet. Plusieurs priorités en ressortent, comme la création d'un parquet national dédié par exemple, *"mais aussi des agents qui sont formés à toutes les étapes des procédures. Aujourd'hui, seulement 1% de nos policiers et gendarmes sont formés au recueil de la parole de l'enfant. On a des gros efforts à faire."*

Sur les suspicions de violences sexuelles à la crèche de Pierre de Lune et à l'école Hameau des Brouettes

Neuf plaintes ont été déposées contre trois agents de la ville de Rouen, pour des faits d'agressions sexuelles , à la crèche Pierre de Lune et à l'école Hameau des Brouettes. Ces trois agents ont été suspendus, le temps de l'enquête ouverte par le parquet de Rouen. Adjointe de 2020 à 2024 aux écoles, Florence Hérouin-Léautey dit avoir eu *"principalement à gérer des signalements d'agression entre enfants, et puis on avait eu effectivement des signalements qui avaient conduit à des suspensions, le temps que l'enquête et que le parquet nous disent ce qu'il en était."*

Pour Florence Hérouin-Léautey, ce sujet des violences sexuelles *"ne peut qu'inciter à révéler, à dire, et à être entendus, parce que les enfants parlent mais n'ont pas toujours été entendus. Il faut que les collectivités, les associations organisent des choses avec les enfants, soient prêts à entendre et à réagir, et donc à suspendre quand il le faut."*

- Rouen
- ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)
- Crèche (enfants)
- Agression sexuelle
- Justice
- Enquêtes – Investigation

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces

ici.fr

Fin de l'appel à témoins à Rouen : Bryana, jeune fille de 16 ans retrouvée saine et sauve

Théophile Pedrola

3–4 minutes

Publié le vendredi 12 juin 2026 à 16:56

La police de la Seine-Maritime annonce, ce dimanche 14 juin, avoir retrouvé Bryana, jeune adolescente de 16 ans. Elle était portée disparu depuis le jeudi 11 juin.

Deux jours après le lancement d'un appel à témoins, **la police nationale annonce avoir retrouvé Bryana**, ce dimanche 14 juin 2026. La jeune fille de 16 ans *"a été retrouvée saine et sauve"*, indiquent les autorités.

L'adolescente avait disparu depuis le jeudi 11 juin, à sa descente d'un bus F2 à l'arrêt Boulingrin, à Rouen, alors qu'elle se dirigeait vers le quartier Saint-Sever, autour de 15 h.

Pour afficher ce contenu X (anciennement Twitter), vous devez accepter les cookies **Réseaux Sociaux**.

Ces cookies permettent de partager ou réagir directement sur les réseaux sociaux auxquels vous êtes connectés ou d'intégrer du contenu initialement posté sur ces réseaux sociaux. Ils permettent aussi aux réseaux sociaux d'utiliser vos visites sur nos sites et applications à des fins de personnalisation et de ciblage publicitaire.

Bryana est une jeune fille métisse d'environ 1,63 m, de corpulence "*normale*", avec les oreilles percées. Elle a les cheveux longs, crépus, teintés en blond, souvent attachés en chignon, les yeux marrons. Elle portait un t-shirt, un pull vert à manches longues, une veste de

survêtement noire avec un logo Puma rose et blanc sur la poitrine, un pantalon de jogging noir avec des baskets Vans noire et blanche.

Si vous avez des informations, il faut appeler l'hôtel de police de Rouen au 02 32 81 25 00

- Disparition
- Appel à témoins
- Police nationale

Recevez chaque jour l’essentiel de l’actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S’abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

Passer la section

- La police de la Seine-Maritime lance un appel à témoins pour retrouver Doryane, une jeune fille qui a disparu à Rouen.

  Le 04/07/2025 à 17:38

- La jeune fille de 16 ans, disparue à Canteleu ce dimanche 25 janvier, a été retrouvée saine et sauve ce mardi soir. La police nationale avait lancé un appel à témoins pour la retrouver.

  Le 28/01/2026 à 12:20

- La police lance jeudi un appel à témoins après la disparition de Louanne, 14 ans, à Canteleu (Seine-Maritime). L'adolescente a disparu depuis le 7 novembre après avoir quitté le collège de la commune, elle a été aperçue à Rouen dans le courant de la semaine.

  Le 27/11/2025 à 11:13

- La police nationale de la Seine-Maritime annonce que la jeune fille

paris-normandie.fr

Hantavirus : après une quarantaine au CHU de Rouen, le cas contact est sorti

Véronique Baud

1–2 minutes

Il faisait partie des 14 personnes identifiées sur le vol Johannesburg-Amsterdam dans lequel une Néerlandaise croisiériste avait embarqué brièvement, avant d'être évacuée vers un hôpital, et de décéder de l'hantavirus en avril dernier.

Cet adolescent âgé de 15 ans avait été placé à l'isolement dans le service des maladies infectieuses du CHU de Rouen mardi 12 mai. Il en est sorti dimanche 7 juin.

Consultez l'actualité en vidéo

Bloquer la transmission

Une quarantaine qui aura duré effectivement près de quatre semaines. Tous les cas contacts au foyer épidémique qui s'était déclaré sur le bateau *MV Hondius* sont restés jusqu'à 42 jours en chambre spéciale à l'hôpital, soumise à décontamination, et non chez eux comme cela avait été évoqué au départ.

Un délai rendu nécessaire au regard du temps d'incubation du virus. Ce qui a permis de bloquer les chaînes de transmission.

Quatre Français restent encore à l'isolement et sortiront au plus tard le 22 juin.

lecourriercauchois.fr

Fécamp Caux Littoral. Accès aux soins, prévention, santé mentale : les premières actions concrètes du contrat local de santé

Valentin Carpentier

3–4 minutes

Un an après la signature de son Contrat Local de Santé (CLS) avec l'Agence régionale de santé Normandie, l'Agglomération Fécamp Caux Littoral met en avant les premières actions concrètes engagées sur le territoire. Ce programme, prévu pour la période 2025-2028, vise à renforcer l'accès aux soins, développer la prévention et améliorer le parcours de santé des habitants.

Piloté par une coordinatrice dédiée, le CLS repose sur quatre grands axes : le maillage territorial, l'offre et l'accès aux soins, la santé mentale et le bien-être psychique, ainsi que les environnements favorables à la santé. Au total, 18 actions doivent être mises en œuvre.

Un nouveau centre de santé pour 2028 ?

Parmi les projets majeurs figure la création d'un nouveau centre de santé intercommunal à Fécamp. Implanté route de Valmont, à proximité du siège de l'Agglomération, l'équipement comptera à terme vingt cabinets médicaux. Le concours d'architectes est actuellement en cours. Avec cette future structure, l'Agglomération espère doubler le nombre de médecins employés par rapport au centre actuel. L'ouverture est envisagée en 2028.

Des permanences gratuites

En parallèle, plusieurs initiatives ont déjà vu le jour. Des permanences du Médi-Caux Bus sont désormais assurées à Yport et à Sassetot-le-Mauconduit afin de rapprocher les soins des habitants. Une médiatrice santé a également été recrutée pour accompagner les habitants dans leurs démarches de santé, qu'il s'agisse de prises de rendez-vous, d'accès aux droits ou de compréhension des formalités administratives. Des permanences gratuites et confidentielles sont organisées chaque vendredi matin à la maison de quartier du Ramponneau, à Fécamp.

Des ateliers ouverts à tous

L'Agglomération propose aussi des ateliers de prévention baptisés "De l'assiette aux baskets". Ouverts à tous, ces rendez-vous mêlent conseils nutritionnels, cuisine collective et activités physiques douces, encadrés par des professionnels de santé. Une prochaine séance est programmée le 18 juin au Ramponneau.

Une matinée dédiée à la santé sexuelle fin juin

Dans le cadre du CLS, une matinée d'information consacrée à la santé sexuelle sera organisée mardi 30 juin à Fécamp. Baptisé "La santé sexuelle : on en parle ?", ce rendez-vous est porté par l'Agglomération, le Centre hospitalier de Fécamp, le Groupe hospitalier havrais, le Département de la Seine-Maritime ainsi que des associations comme Nautilia. Ouverte à tous, cette matinée a pour objectif de sensibiliser le public aux enjeux de prévention et de dépistage. Les participants pourront échanger avec différents professionnels de santé, obtenir des informations sur les infections sexuellement transmissibles, le VIH ou encore les moyens de contraception. L'événement se déroulera de 9h30 à 12h au CSAPA, rue Henri-Dunant à Fécamp. L'entrée sera libre et gratuite.

ici.fr

La première maison de naissance en Normandie va ouvrir à Mont-Saint-Aignan près de Rouen

Bradley de Souza

4–5 minutes



Bradley de Souza

Publié le lundi 15 juin 2026 à 6:55

La première maison de naissance de Normandie va ouvrir à Mont-Saint-Aignan près de Rouen. Les travaux devraient commencer début d'année 2027 dans l'ancienne pharmacie du centre hospitalier du Belvédère, annonce le Cocon normand en ce mois de juin 2026.

Elle est attendue par les familles depuis plusieurs années. Une maison de naissance, la première de Normandie, va voir le jour sur le site de la maternité du Belvédère à Mont-Saint-Aignan près de Rouen à partir de 2028 si les travaux vont bon train. "*C'est un endroit où les femmes vont pouvoir accoucher, entièrement géré par des sages-femmes de façon indépendante*," commence par nous expliquer Vanessa Fontaine, chargée de mission au Cocon normand , l'association qui gère ce projet en ce mois de juin 2026.

"*On propose cette structure aux couples, aux femmes qui ont envie d'accoucher de façon physiologique, sans anesthésie péridurale par exemple et qui ont la chance de vivre une grossesse que l'on* ***qualifie de bas risque*** *où tout se passe bien*", décrit Vanessa Fontaine. Elle est adossée à la maternité par obligation légale si jamais il y a un quelconque problème pendant l'accouchement. "*L'idée c'est de proposer un*

accompagnement global, ***de la grossesse à l'accouchement*** *jusqu'au post-partum. La femme qui va accoucher connaîtra la sage-femme et on sera sur le slogan '****une femme pour une sage-femme***", ajoute la chargée de mission au Cocon Normand.

"Le moins médicalisé possible"

En France, il existe une dizaine de maisons de naissance. "*On n'est pas non-médicalisé puisqu'il y aura des sages-femmes, profession médicale, mais c'est le moins médicalisé possible*", renchérit Vanessa Fontaine. La maison de naissance normande est d'ailleurs à la recherche de sages-femmes qui souhaiteraient exercer dans ce lieu.

L'association doit trouver encore 80.000 euros, notamment pour meubler cette maison de naissance et acheter le matériel médical. Elle a bénéficié pour ce projet du financement de l'ARS. Le Cocon Normand est aussi en quête d'adhérents.

- Naissance
- Santé publique

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

Passer la section

- Des élèves de seconde MP3D du lycée Jules Siegfried au Havre ont fabriqué 500 sifflets anti-relous pour la Maison des femmes du Havre. De discrets sifflets pour alerter en cas de mise en danger ou d'agression.

  Le 14/04/2026 à 19:00

- Une manifestation contre les violences faites aux femmes a rassemblé

actu.fr

Où en est le projet de renouvellement de quatre éoliennes entre Criel-sur-Mer et Saint-Martin-le-Gaillard ?

Augustin Thibouw

7–8 minutes

La société Valorem, propriétaire de quatre éoliennes entre Criel-sur-Mer et Saint-Martin-le-Gaillard, mène un projet de renouvellement de ses turbines.

Sur le même thème

- Eoliennes
- Vallée de l'Yères

Article réservé aux abonnés



Où en est le projet de renouvellement de quatre éoliennes entre Criel-sur-Mer et Saint-Martin-le-Gaillard ? ©Augustin Thibouw

Par Augustin Thibouw Publié le 13 juin 2026 à 21h36

Près d'un an après le lancement d'une campagne de financement participatif destinée à financer les études préalables, le projet de renouvellement du **parc éolien** situé entre Criel-sur-Mer et Saint-Martin-le-Gaillard poursuit son parcours administratif.
Si plusieurs étapes importantes restent à franchir, la société **Valorem** espère toujours une mise en service des nouvelles installations à l'horizon 2030.
Exploitée depuis **2011**, l'installation actuelle comprend quatre éoliennes d'une puissance unitaire de 1,5 mégawatt (MW). Dotées d'un mât de **80 mètres** et culminant à **120 mètres** en bout de pale, elles produisent chaque année 17 700 MWh, soit l'équivalent de la consommation électrique annuelle, hors chauffage, d'environ 5 000 foyers.

Plus grandes et plus puissantes

Le projet porté par Valorem consiste à renouveler entièrement le parc, une opération appelée « repowering ». Les machines existantes seront intégralement démantelées, des pales jusqu'aux fondations en béton, avant d'être remplacées par des équipements plus récents et plus performants.

Les futures éoliennes développeront une puissance de 3,5 MW chacune, avec des mâts pouvant atteindre 100 mètres et une hauteur maximale de 150 mètres en bout de pale. Elles permettront alors d'alimenter environ **12 000 foyers**, toujours hors chauffage.

Pour parvenir à ce stade, l'entreprise a dû mener un important travail d'études. En septembre 2024, elle avait lancé une opération de financement participatif sous forme de prêt rémunéré afin de récolter **150 000 euros**, un montant correspondant au coût des différentes expertises nécessaires.

« Pour ces études, c'est comme si on repartait de zéro avec un terrain sans éolienne », indique **Audrey Gomes**, cheffe de projet au sein de Valorem. « Une zone d'étude a été définie en se mettant à 500 mètres des habitations ».

Au total, cinq grandes études ont été réalisées : une étude sur le potentiel de vent, une **étude acoustique**, une étude environnementale, une étude **paysagère** et une étude de **géobiologie**. Des analyses **hydrauliques** ont également été menées afin d'évaluer la gestion des eaux de ruissellement et les risques d'érosion.

Concernant le bruit, des mesures ont été effectuées pendant plusieurs semaines autour du site. « Des **sonomètres** ont été posés dans 14 maisons situées autour du projet pendant plus d'un mois », présente Audrey Gomes. « Selon les conditions de vent, on sait quand nous devrons arrêter l'éolienne ».

Protéger la faune et la flore

Les études naturalistes, réalisées sur une période de douze mois, ont permis d'évaluer les **impacts** potentiels sur la **faune** et la **flore**. « En définissant l'implantation future des éoliennes, on a pu déterminer les impacts qu'il y aurait sur l'environnement et on a défini un certain nombre de mesures pour soit réduire, soit compenser, soit accompagner ces impacts », assure la cheffe de projet.

L'implantation des futures machines sera d'ailleurs profondément modifiée. Si deux éoliennes resteront implantées sur le territoire de Criel-sur-Mer et deux autres sur celui de Saint-Martin-le-Gaillard, elles ne seront plus disposées sur une seule ligne. « Il y aura deux lignes de deux éoliennes. On a voulu s'éloigner des creux de vallées où c'est très arboré et où la faune volante va au maximum ».

Sur le plan administratif, la demande d'autorisation environnementale a été déposée auprès de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) le 15 octobre dernier. Le 19 janvier, l'administration a demandé des compléments concernant notamment les **chauves–souris**. « Même si aujourd'hui notre parc ne montre pas d'impact sur les chauves-souris, on sait quand même qu'il y a une fréquentation importante et donc, à juste titre, la Dreal nous demande de prendre des mesures de protection et d'aller un peu plus loin », justifie Audrey Gomes.

27 millions d'euros

Des mesures spécifiques sont également prévues pour protéger les **mouettes** et les **goélands**. Lors des périodes de labour, les exploitants agricoles devront prévenir l'exploitant afin que les éoliennes soient arrêtées le jour des travaux ainsi que le lendemain.

Les compléments demandés doivent désormais être examinés par les services de l'État. « J'espère avoir cet avis pour la fin du mois de juin », expose Audrey Gomes.

La suite du calendrier prévoit l'ouverture d'une enquête publique à la rentrée prochaine, parallèlement à l'instruction du dossier par les services de l'État. Cette phase devrait durer environ quatre mois avant une décision finale du préfet attendue au cours du premier trimestre 2027.

« Il reste encore beaucoup de choses à faire », insiste la cheffe de projet. « Il faut travailler avec **Enedis** pour raccorder le futur parc au poste source du **Tréport** et il faut qu'on réponde à un appel d'offres pour que l'on puisse vendre notre électricité sur le marché ».

Une fois ces étapes franchies, Valorem pourra finaliser son plan de financement auprès des établissements bancaires.

Le coût total du projet, incluant à la fois le démantèlement des installations actuelles et la construction du futur parc, est estimé à **27 millions d'euros**. « Il y aura 10 % de fonds propres », précise Audrey Gomes.

Horizon 2030

Si aucun recours n'est déposé et si le calendrier administratif est respecté, les travaux pourraient débuter au cours de l'année **2029** pour une mise en service en **2030**. « On reste sur la cible qu'on s'était donnée, si tout va bien et s'il n'y a pas de recours de tiers », conclut-elle.

Un calendrier qui s'inscrit dans les délais habituels de la filière. « La durée pour qu'un parc sorte de terre, y compris pour du renouvellement, c'est huit ans », rappelle la cheffe de projet. La durée de vie d'un parc éolien est quant à elle estimée à environ **25 ans.**

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

lagazettefrance.fr

Rouen : CRAF2S accélère la formation aux métiers du sport et vise 60 étudiants dès 2026

J.M

3–4 minutes

En bref

Formation & Emploi

Rouen renforce son positionnement universitaire avec l'implantation de CRAF2S, une école spécialisée dans les métiers du sport, du management et de l'événementiel sportif. Après une première année d'activité, l'établissement a officiellement inauguré ses locaux sur le Campus Saint-Marc.



CRAF2S mise sur l'alternance sportive © CRAF2S.

Publié le 15 juin 2026 - Mis à jour le 15 juin 2026

L'inauguration de CRAF2S, le 21 mai dernier, confirme la dynamique d'expansion de l'enseignement supérieur rouennais. Installée sur le Campus Saint-Marc, l'école a accueilli sa première promotion de 20 étudiants formés au développement des structures sportives associatives. Tous bénéficient d'un parcours en alternance au sein de clubs amateurs ou professionnels de la région, favorisant une insertion rapide dans l'emploi et un transfert direct des compétences vers les organisations sportives locales. Cette proximité avec le terrain constitue l'un des principaux atouts du projet pédagogique.

L'établissement nourrit désormais des ambitions de croissance significatives. Dès octobre 2026, les effectifs devraient atteindre 60 étudiants grâce à l'ouverture de deux nouvelles formations : un Bachelor dédié à la communication et à l'événementiel sportif ainsi qu'un Mastère spécialisé en management du sport. Ces cursus visent à répondre aux besoins des clubs, fédérations, collectivités et entreprises confrontés à une professionnalisation croissante de leurs activités.

L'économie du sport, un secteur en forte croissance à l'échelle nationale

Au niveau national, le sport est devenu un véritable secteur économique stratégique. Selon les estimations de l'Ministère des Sports, l'économie sportive représente plusieurs dizaines de milliards d'euros d'activité chaque année et mobilise un nombre croissant d'emplois dans les domaines de l'événementiel, du marketing, de la communication, de la gestion d'équipements et du développement territorial. L'héritage des grands événements internationaux organisés en France ces dernières années a également renforcé les besoins en compétences spécialisées au sein des collectivités, fédérations et entreprises.